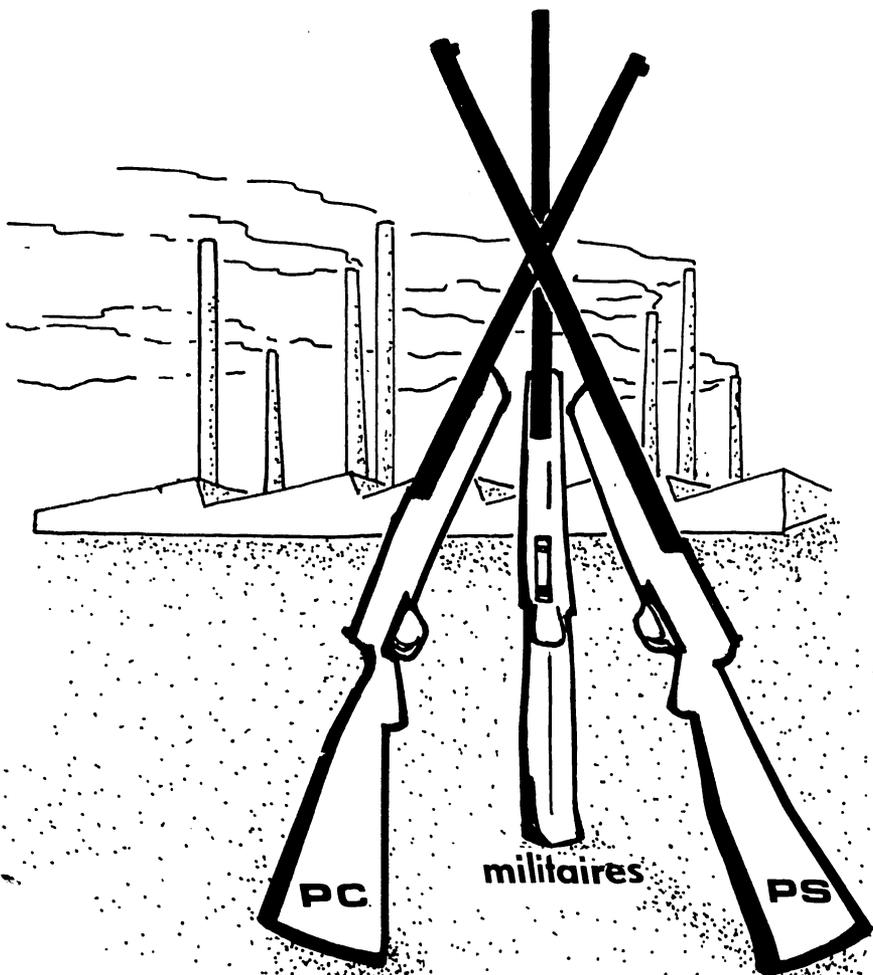


Révolution 9 Internationale

Paraît tous les deux mois

MAI - JUIN 74



Prats . Spinola
Allende . Soares
Corvalan . Cunhal

**LES DERNIERES
ARMES DU CAPITAL
CONTRE
LE PROLETARIAT**

PORTUGAL FRANCE

CRISE POLITIQUE INTERNATIONALE

PROLETARIAT, REVENDICATIONS ET REVOLUTION

SOMMAIRE

LA CRISE POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA BOURGEOISIE	1
Crises politiques dans le tiers-monde / Affrontements interimpérialistes / Les rivalités nationales dans les pays avancés / La crise poli- tique dans les pays avancés / Et le prolétariat ?	
ALLENDE-SPINOLA, MEME COMBAT	9
La fin des libérations nationales / La crise écono- mique / Les grèves / De 1936 à 1968 / De l'usure de la gauche.../... A la mort de la gauche	
GISCARD-MITTERRAND :	
COMMENT FAIRE OUBLIER LA CRISE...	15
Face aux premiers effets de la crise / La parenthèse électorale / Les travailleurs et les urnes / Le jeu démoc- ratique : un besoin et un poids pour le capital / Giscard-Mitterrand : un choix délicat pour la bourgeoisie	
LUTTES REVENDICATIVES ET SURGISSEMENTS DE LA CLASSE-POUR-SOI	22
L'impasse des luttes revendicatives / Qu'est-ce que l'unification de la classe-pour-soi ? / Le passage des luttes revendicatives de la classe-pour-le-capital aux surgissements révolutionnaires de la classe-pour-soi	
COMMENT LE PROLETARIAT EST LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE	31
Luttes revendicatives et luttes révolutionnaires / Les confusions sur le problème / Classe-en-soi, classe- pour-soi / Dissolution du travail salarié / Dictature du prolétariat / Intervention des révolutionnaires	
REUNIONS OUVERTES	49
Clermont-Ferrand	

LA CRISE POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA BOURGEOISIE

Il y a encore quelques années, il se trouvait des gens, y compris dans les rangs des révolutionnaires, pour affirmer que "le capitalisme ne s'était jamais aussi bien porté", que ce système avait maintenant "réussi à surmonter ses contradictions économiques" et qu'il en avait pour "plusieurs siècles de prospérité". Aujourd'hui ces prophètes se cachent: s'il est un sujet qui domine toutes les préoccupations, aussi bien des bourgeois et des gouvernements que des travailleurs c'est bien celui de la crise. Ayant commencé par toucher le domaine monétaire et limitant d'abord ses effets désastreux aux pays de la périphérie, la crise, depuis quelques mois, s'attaque de front aux métropoles du capitalisme y provoquant des convulsions auxquelles elles n'étaient plus habituées depuis des décennies et dont une des manifestations les plus spectaculaires est bien la crise politique de la bourgeoisie internationale.

Nous avons, dans différents articles de notre revue (**), tenté de donner une explication des causes de la crise économique qui s'abat aujourd'hui sur le système. Nous allons essayer ici d'en dégager les conséquences les plus marquantes et plus particulièrement de sa brusque aggravation de la fin de 1973.

Du point de vue du capital, outre les difficultés propres créées par une montée de la lutte de classe, les conséquences de la crise se manifestent principalement dans deux

secteurs: celui d'une aggravation des rivalités et tensions interimpérialistes et celui d'une crise politique au sein des organes étatiques.

Suivant qu'il s'agit de pays dits "avancés", c'est-à-dire des métropoles du capitalisme ou "arriérés", c'est-à-dire de la périphérie, ces deux conséquences de la crise se manifestent avec une intensité et des formes différentes. Nous allons donc voir d'abord comment elles atteignent les pays du Tiers-Monde.

CRISES POLITIQUES DANS LE TIERS-MONDE

Depuis de longues décennies le Capital a fait reporter vers les pays de sa périphérie le poids de ses contradictions insurmontables. L'économie de ces pays, à part quelques rares exceptions, a été marquée de tous temps par un marasme continu: chômage massif, inflation galopante, endettement croissant, extrême sensibilité aux fluctuations de la conjoncture internationale comme aux moindres aggravations des difficultés agricoles internes. Contrairement aux prévisions des bons prophètes qui voyaient dans la décolonisation ou la "libération nationale" le moyen pour ces économies de réussir leur "décollage" ou d'accéder à leur indépendance, leur

(**) "La crise" RI N°6,7 (ancienne série) et N°5 (nouvelle série) et l'article "Surproduction et inflation" (RI N°6 nouvelle série).

cours général durant les trente années d'après guerre a été celui d'une aggravation continuelle même dans la période du grand boom des pays avancés lié à la reconstruction. Par là même, les régimes politiques de ces pays ont été marqués d'une façon quasiment permanente par la plus grande instabilité qui soit, instabilité qui s'est d'autant plus aggravée avec l'entrée du capital mondial dans sa phase de crise aigue à partir des années 66-67.

Il serait long et fastidieux de faire ici le tour des convulsions plus ou moins violentes qui ont secoué les équipes dirigeantes des pays du tiers monde. Nous nous contenterons de rappeler certains des faits les plus saillants qui ont agité l'échiquier politique de ces pays durant ces derniers mois et de tenter d'indiquer comment ils s'intègrent dans cette situation générale de crise politique des classes dirigeantes.

En Amérique Latine

Ces derniers mois ont été dans cette partie du monde marqués par un retour en force des militaires. En Uruguay, en Argentine et au Chili, des gouvernements "forts" tentent de reprendre en main une situation qui tend de plus en plus à échapper à la classe régnante. Si l'intervention des forces armées en Uruguay a correspondu à une incapacité du régime "démocratique" Bordaberry à faire face à une dégradation de l'économie de ce pays qui avait été une des plus florissantes de la région et à une montée corollaire des mouvements sociaux; si le putsch de Pinochet et compagnie a été la conséquence logique de l'échec de l'unité populaire d'Allende dans sa lutte "de gauche" pour un rétablissement de la paix sociale pour lequel il avait été mis en place, le retour au pouvoir de Peron en Argentine constitue une espèce de synthèse de ces deux politiques du capital pour faire face à ses difficultés économiques et politiques. La situation catastrophique de ce pays avait bien besoin à la fois d'un gouvernement "à poigne" tel que Peron lui-même et ses partisans de droite se sont proposés d'exercer et du soutien plus ou moins critique mais toujours mystificateur que la CGT, la gauche péroniste et les gauchistes se sont fait un

plaisir ou une violence d'apporter.

Si l'Amérique latine a toujours été le terrain idéal pour les entreprises politiques des militaires, le fait que celles-ci s'étendent à des pays (Uruguay et Chili) qui jusqu'à présent avaient maintenu leur "visage démocratique" est un signe indiscutable de l'aggravation dramatique des difficultés de cette région comme l'est la nécessité de faire de nouveau appel en Argentine à l'homme providentiel: Juan Peron.

L'autre phénomène significatif qui apparaît au cours de ces événements c'est que, de plus en plus, les militaires au pouvoir appliquent un programme économique "de gauche" c'est-à-dire comportant des mesures de nationalisations et de contrôle étatique sur les capitaux privés et étrangers. Cela fut déjà le cas avec la junte péruvienne. Celle qui a pris le pouvoir en Uruguay l'a suivie sur ce chemin avant même de disposer de la totalité du pouvoir en annonçant un programme de quinze points comprenant une réforme agraire, une réorganisation du système fiscal et un contrôle étatique sur les banques privées. Enfin, la junte chilienne de son côté s'est bien gardée de remettre en cause l'essentiel des nationalisations effectuées sous Allende. Ainsi il apparaît que les partis de gauche ne sont pas les représentants exclusifs de la tendance générale vers le capitalisme d'Etat, qu'en période de crise, celle-ci se manifeste avec une telle force, que, quelle que soit la tendance politique au pouvoir, celle-ci ne peut faire autre chose que de prendre des mesures d'étatisation, la seule différence pouvant subsister entre droite et gauche étant celle de la méthode pour faire taire le prolétariat: carotte ou baton.

Après ces exemples on peut dire qu'ils ont bonne mine ceux qui, des trotskistes aux bordiguistes s'évertuent à trouver un caractère économiquement progressiste dans les régimes de gauche puisque leur programme est mis en pratique par les "réactionnaires des réactionnaires": les militaires.

En Afrique

Cette autre terre d'élection des putsch militaires continue à ne pas faillir à la

tradition. Si le putsch au Niger s'inscrit dans la longue tradition locale, en ce qui concerne les pays non réellement "indépendants", les événements qui ont secoué l'Éthiopie et qui ont failli détrôner le mythique Négus (Roi des rois, descendant de Salomon, etc) parce qu'ils touchent un régime à la stabilité légendaire, sont la marque du franchissement d'un nouveau degré dans le marxisme économique qui sévit ici comme dans le reste du tiers-monde. Cette fois, dans ces deux pays, ce que recouvrent les claquements de bottes des militaires c'est en partie une des vieilles calamités du moyen-âge, la famine et la sécheresse. Si certains bons esprits ont tenté d'expliquer la première par la deuxième il faut quand même faire ressortir les faits suivants:

- 1) La soumission de la survie des hommes aux conditions climatiques est un vestige de l'aube de l'humanité que le développement des forces productives a permis d'éliminer. Depuis la fin de l'Empire romain on peut dire que les famines ont eu pour cause plus une crise dans les rapports de production, que les aléas de la météorologie, ceux-ci ne faisant qu'aggraver une situation déjà précaire.
- 2) Le formidable développement des forces productives consécutif à l'instauration du mode de production capitaliste permet "en théorie" de faire disparaître tout problème de sous-alimentation dans le monde (une dizaine de millions d'américains font de leur pays la première puissance agricole mondiale, nourrissant les 200 millions d'autres et permettant des exportations massives aux quatre coins de la planète).
- 3) On ne peut pas détacher la famine du "Sahel" de l'aggravation des conditions économiques mondiales dans lesquelles ces pays doivent tenter de survivre: par exemple, l'élévation du prix des carburants condamne le fonctionnement du réseau déjà ridicule de pompes servant à l'irrigation.

En résumé: là encore, loin de s'expliquer par des circonstances particulières et locales, les difficultés catastrophiques qui assaillent les pays africains et aggravent leur instabilité politique ne peuvent se comprendre que comme manifestation de la crise mondiale du capital.

En Asie

Certains spécialistes se plaisent à expliquer l'actuelle campagne contre Confucius en Chine par un regain de la volonté des dirigeants d'extirper les derniers vestiges de pensée bourgeoise et passéiste. Nos maosistes officiels sont évidemment en première ligne pour ce type de bavardage, mais ils sont suivis de près par l'ensemble des exégètes "bourgeois" glorieusement conduits par ceux du Monde qui parle de "Regain révolutionnaire en Chine" (1).

Cette fois donc, ce sont les morts, Lin Piao et Confucius, qui font officiellement les frais des campagnes d'intoxication gouvernementale. Loin derrière ces diatribes au langage ésotérique se poursuit en fait la crise endémique qui déchire les sphères dirigeantes de la "Chine Rouge". Celle-ci, depuis sa fondation en 1949, n'a cessé de se heurter à des difficultés économiques et sociales insurmontables:

- incapacité à industrialiser l'économie
- échecs tragiques des différentes politiques ("Cent fleurs", "Bond en avant") couronnées par les famines des années 60
- incapacité à domestiquer un des prolétariats les plus combattifs du continent,

difficultés qui se sont traduites sur le plan politique par une instabilité chronique que la divinisation du Négus local, Mao Tse Toung n'a pas suffi à masquer. Eloignement de Mao par Liu Shao Shi, ascension de Lin Piao appuyé sur l'armée, liquidation de ce dernier au bénéfice de Chou En Lai; la liste est longue de ces péripéties.

L'opacité traditionnelle de la situation chinoise ne permet pas encore de déterminer avec certitude quels sont les tenants et les aboutissants de ces nouveaux remous mais il n'est sans doute pas imprudent de penser que l'échec de la politique "d'ouverture à l'Ouest" (politique liée essentiellement d'ailleurs aux initiatives américaines) qui n'a pas permis à la Chine d'améliorer de façon notable ses échanges commerciaux dans un monde où la tendance est à l'autarcie.

(1) Le Monde Diplomatique, mars 1974;

n'est pas étrangère à cette situation.

L'autre grande puissance de la région, l'Inde, voit sa crise chronique prendre des allures de cataclysme. Au coût de sa dernière guerre contre le Pakistan viennent s'ajouter les effets de la crise dite "du pétrole" et le fléau ancestral de la sécheresse. Face à cette situation se dessinent de façon claire les deux réponses que la classe ouvrière et la bourgeoisie opposent à la crise:

-une explosion sans précédent de la lutte de classe, qui voit les cheminots entraîner dans leur sillage l'ensemble des fonctionnaires et provoquer une grève générale.

-un renforcement des préparatifs de guerre qui se traduit par l'explosion de la première bombe atomique indienne.

S'agissant de l'Inde, pays où des centaines de millions d'êtres humains sont rejetés dans la plus grande misère qu'il soit possible d'imaginer, où la mort par sous-alimentation est chose tellement courante qu'on a même prévu des lieux spéciaux où les affamés peuvent se laisser mourir, l'effort économique qu'a représenté la mise au point de la bombe atomique illustre de façon tragiquement évidente l'impasse dans laquelle s'enfonce le capital mondial à l'heure actuelle: nécessité de mettre sur pied un arsenal destructif de plus en plus terrifiant et épuisant pour l'économie alors que celle-ci est de moins en moins capable de donner satisfaction aux besoins humains les plus élémentaires. En fait, cet effort de guerre indien s'insère dans le cours général d'aggravation des tensions interimpérialistes qui accompagnent à partir des années 66-67 l'entrée du capital mondial dans sa phase de crise économique aigüe.

AFFRONTLEMENTS INTER-IMPERIALISTES DANS LE TIERS-MONDE

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale le tiers monde n'a cessé d'être, par "lutttes de libérations nationales" interposées, la théâtre des rivalités des différents blocs impérialistes. En ce sens l'aggravation du conflit vietnamien à partir de 1967 et la guerre des 6 jours la même année, les guerres du Laos, du Cambodge, du Biafra, du

Bengale, du Kippour, qui ont suivi, ne représentaient pas quelque chose de fondamentalement nouveau mais apparaissaient par leurs plus grande fréquence et violence comme la réponse capitaliste à une aggravation sensible de la situation de l'économie mondiale.

Pendant longtemps on a pu entendre de bons samaritains prophétiser la fin des affrontements interimpérialistes. C'est ainsi que dès 1968, certains voyaient dans les discussions de Paris sur le Vietnam l'annonce de la fin prochaine du conflit. C'était une question de mois. Déjà à l'époque les gauchistes piaillaient: "FIN vainqueur".

Quand, cinq ans plus tard ont été signés les "accords de paix", après des affrontements d'une violence inouïe (offensive des blindés du Nord, bombardements de Hanoi aux B52, minage du port de Haiphong et l'extension de la guerre au Cambodge, les mêmes crétins humanistes se sont empressés d'applaudir et de décerner le prix Nobel de la Paix à Kissinger et Le Duc Tho. Les crétins gauchistes, quant à eux, ont salué, une fois de plus, la victoire des forces "révolutionnaires".

Depuis ces accords tous les observateurs s'accordent à dire que, malgré le cessez le feu, et le retrait des américains, la guerre reste des plus meurtrières. Ainsi se trouve confirmée l'analyse marxiste la plus élémentaire qui indique qu'en période d'aggravation des difficultés économiques du capital il n'y a pas de place pour l'apaisement des conflits nationaux mais qu'au contraire l'heure est à un approfondissement des tensions impérialistes; toutes les conférences de la paix ou cessez le feu n'étant que des manoeuvres tactiques de repli (au demeurant nécessaires pour mystifier "l'opinion publique") dans une stratégie globale offensive.

C'est ce que devraient méditer les matamores du "Prolétaire" qui prétendent "proclamer depuis longtemps un certain nombre de vérités qui ne sont pas des découvertes de (leurs) cervelles mais découlent d'une application élémentaire du marxisme à l'analyse et à l'appréciation des événements contemporains". Leur "marxisme" les conduit à affirmer que le "prétendu condominium américano-soviétique sur le monde n'est en réalité qu'une domination du gendarme américain, avec participation aux bénéfices du laquais russe" qui donne le feu vert pour le gendarme impéria-

liste international siégeant à Washington, mais dont bien entendu, comme cela est la règle entre marchands et policiers, la succursale de Moscou elle aussi profite: celui qui tient le parapluie de son supérieur hiérarchique a quelque chance d'être à l'abri de la pluie" (Le Prolétaire N°167).

Cette vision "marxiste" de l'impérialisme se distingue de moins en moins de celle colportée par le gauchisme classique pour qui l'URSS abandonnerait de plus en plus ses tâches anti-impérialistes face au gendarme américain présenté comme chef de file de l'impérialisme mondial. Par contre, elle se rapproche de plus en plus de la vision contre révolutionnaire de Kautsky parlant d'un super-impérialisme, vision contre laquelle s'est acharné Lénine dont les rocquets du "Prolétaire" ont fait une idole (voir le Prolétaire N°165) au lieu d'essayer d'assimiler les apports les plus importants à la pensée révolutionnaire.

Après tant de régressions, les héritiers officiels de la "gauche italienne" sont conduits maintenant à jeter aux orties un des grands acquis du mouvement ouvrier: le caractère irréversible de la division du monde en blocs impérialistes antagonistes et l'approfondissement de cette division en période de crise aigue du capital. Leur interprétation du marxisme digne de celle d'un Aron ou d'un Krivine leur fait dire au sujet de l'avant-dernier voyage de Gromyko en Syrie: "Kissinger et Gromyko échangent leurs rôles respectifs dans la pacification du Moyen Orient" (Le Prolétaire N°173) alors que ce voyage s'accompagnait de livraisons massives d'armement et précédait une intensification des combats entre Israël et la Syrie dont cette dernière avait l'initiative.

Loin de jouer* la paix dans cette région du monde, l'URSS joue depuis longtemps celle de la guerre: depuis plusieurs années une part importante de sa flotte patrouille en Méditerranée; c'est avec des armes russes que l'Egypte et la Syrie ont attaqué dans la guerre du Kippour, c'est l'URSS qui a la première établi un pont aérien pour fournir à ses alliés l'armement nécessaire, c'est elle qui a concentré tous ses efforts diplomatiques et militaires en direction de la Syrie après la défection de l'Egypte. Tout cela, n'importe quel journaliste bourgeois a pu s'en rendre compte depuis longtemps. Il faut

être un avorteur du marxisme comme le "Prolétaire" pour pouvoir écrire au sujet de la conclusion de la guerre du Kippour: "Les américains faisaient d'une pierre deux coups, ils conservaient la tête de pont que représente Israël et reprenaient pied en Egypte. On ne peut même pas dire que les russes aient laissé faire: en fait, ils ont donné leur bénédiction" (Le Prolétaire N°167). Si la première phrase est juste: les américains, grâce à leur supériorité économique, militaire et donc politique ont été les grands vainqueurs de cette guerre; on ne peut que rire à l'idée que les russes puissent se réjouir de perdre leur position forte en Egypte: les "marxistes invariants" du "Prolétaire" devraient savoir qu'en politique internationale le masochisme n'a pas cours.

En fait, au lieu de ces "contes pour enfants", ce qu'il faut dire des volte-face de l'Egypte c'est que la prétendue légende de l'existence d'un camp progressiste qui se rangerait derrière l'URSS et d'un camp réactionnaire inféodé aux USA ne tient pas.

L'Egypte n'est pas plus réactionnaire qu'avant que ses intérêts nationaux l'aient conduite pour la sixième ou la quatorzième fois à renverser ses alliances. Comme d'ailleurs la Libye n'est pas plus progressiste maintenant où après des années de "haine" elle s'est découverte de grandes affinités avec l'URSS (voyage de Jalloud, premier ministre, à Moscou: obtention de la clause de "la nation la plus favorisée, d'une aide industrielle et de livraisons d'armements).

De même la notion d'Etats fantoches si chère aux maoïstes et trotskistes affiche toute son absurdité face aux événements du Moyen Orient. Il n'existe aucun Etat fantoche dans le monde, c'est-à-dire d'Etat mis en place pour la défense d'intérêts étrangers exclusivement. Chaque Etat National défend les intérêts du capital national. C'est seulement dans la mesure où, dans un monde irrémédiablement divisé en blocs antagonistes, la défense de ces intérêts nationaux passe nécessairement par l'appui d'une grande puissance et donc un certain degré de soumission à celle-ci que ces différents Etats apparaissent comme des pions entre les mains des "grands". En ce sens, Sadate n'est pas plus maintenant le représentant exclusif des intérêts américains qu'il n'était celui des russes, comme Thieu ou Phan Van Don celui de leurs alliés ou le PCF celui de Moscou.

(*) la politique de

Jusqu'à ces derniers mois, le tiers-monde apparaissait comme le champ clos où s'exercent les rivalités entre les différents capitaux nationaux. La brusque aggravation de la situation à la fin de 1973 a mis au premier plan l'incompatibilité des intérêts des différents Etats dans les pays les plus avancés et appartenant même à un "même camp".

LES RIVALITES NATIONALES DANS LES PAYS AVANCES

Nous avons à plusieurs reprises, dans des articles précédents, souligné comment la crise monétaire traduisait en fait le heurt des capitaux nationaux, y compris dans le "camp occidental". Les soubresauts économiques baptisés "crise du pétrole" ont déjà permis de mettre en valeur la tendance au "chacun pour soi" de la politique des pays avancés, mais depuis quelques semaines, à l'occasion des mesures italiennes et danoises contre les importations, c'est désormais de la "guerre commerciale" que parlent avec désolation les journaux de la bourgeoisie. Ainsi s'effondre une des entreprises les plus utopistes que la bourgeoisie ait essayé de mettre en place, ainsi se dégonfle un des plus grands bluffs qu'on ait essayé de faire avaler au "bon peuple" : le Marché Commun.

Pendant longtemps, les bourgeois eux-mêmes ont pensé qu'il leur était possible de dépasser leur concurrence nationale dans le cadre de cette "Communauté Economique Européenne". La "mystique de l'Europe" (Lecanuet) a pu se nourrir de l'existence des marchés que la reconstruction d'après-guerre avait momentanément ouverts, permettant pour un temps la levée des barrières douanières. La réussite de l'opération semblait assurée, à un tel point que la Grande-Bretagne venait frapper à la porte de la CEE après plusieurs années de bouderie. Certains "révolutionnaires" se sont laissés entraîner dans les illusions que cette réussite a entraînées : qu'ils aient parlé de "tendance à l'unification mondiale du capital" ou de "machine de guerre contre le prolétariat", ils considéraient l'unification de l'Europe comme un fait irréversible.

Dès que la situation économique mondiale

a commencé à se dégrader, l'incapacité de mettre sur pied la politique agricole commune (on se souvient de la succession des marathons de Bruxelles, tous aussi décevants les uns que les autres), l'entrée discutée de la Grande-Bretagne, bientôt suivie de menaces de sortie, les fluctuations des monnaies européennes, ont porté de rudes coups aux illusions "communautaires".

Quelques naïfs s'accrochaient encore à l'espoir que l'Europe pourrait constituer un front commun face aux prétentions américaines (Nixon Round, conférences monétaires, conférence de Washington sur l'énergie). Depuis quelques semaines, ce qui restait de "solidarité européenne" a volé en éclats : face à la "guerre commerciale" qui s'annonce, c'est désormais de "solidarité nationale" qu'il est question.

Ces soubresauts de l'économie, qui atteignent maintenant de plein fouet les pays les plus avancés, ne sont pas sans provoquer au sein de leurs institutions politiques des convulsions de plus en plus violentes. Ainsi, ce qui était jusqu'à présent essentiellement le lot de pays de la périphérie atteint de plus en plus les métropoles du système.

LA CRISE POLITIQUE DANS LES PAYS AVANCES

Il est logique que ce soit parmi les pays avancés les plus proches de ceux du tiers-monde que la crise politique prenne sa forme la plus aiguë. Ainsi peut-on voir Israël continuer à être gouverné par une Golda Meïr depuis longtemps démissionnaire faute que puisse se constituer une majorité gouvernementale dans un pays placé au confluent de toutes les rivalités interimpérialistes, et dont l'"unité nationale exemplaire" n'a pas résisté aux premiers revers militaires ni à une situation économique qui, malgré l'aide de la puissance de tutelle, a les plus grandes difficultés à faire face à un effort de guerre permanent.

Au Portugal également, où toute une série de contradictions (voir l'article "Allende-Spinola, même combat!") ont eu raison du régime policier salazariste, la bourgeoisie

est en crise. Là encore, comme cela avait été le cas en Amérique latine, on a pu voir une junte militaire tendre la main à la gauche. En fait, la nécessité pour le capital portugais de jouer d'emblée ses cartes de gauche en dit long sur sa faiblesse. A l'inverse d'un pays de vieille démocratie où la classe bourgeoise a derrière elle une longue pratique de mystification de la classe ouvrière (comme en Angleterre, par exemple, où une combativité prolétarienne particulièrement forte côtoie les pires illusions réformistes), un pays comme le Portugal, dont la bourgeoisie est sénile avant d'avoir atteint l'âge adulte, peut beaucoup plus rapidement qu'ailleurs être le théâtre de luttes extrêmement importantes de la classe.

Par ailleurs, malgré les télégrammes de félicitations envoyés par Franco à la junte portugaise, le renversement du vieux régime "frère" est lourd de menaces pour le régime espagnol. En d'autres termes, la bourgeoisie espagnole, qui a les plus grandes difficultés à maîtriser une inflation encore plus galopante qu'ailleurs ainsi qu'une classe ouvrière parmi les plus combative d'Europe, qui est empêtrée dans le problème de la succession de Franco, surtout après la liquidation de Carrero Blanco (qui, pour certains, serait l'oeuvre de fractions proches du régime), cette bourgeoisie risque fort d'être obligée de faire appel bientôt à une équipe de gauche pour convaincre les ouvriers de "travailler d'abord et revendiquer ensuite".

En Islande, pays serein s'il en est, la crise frappe également. La coalition de gauche au pouvoir depuis 1971 se trouve en difficulté après le départ des deux ministres communistes. Derrière ces difficultés, c'est encore le problème de l'inflation qui se profile. Mais s'y ajoute également un problème international : les Américains se feraient prier pour quitter la base militaire de Keflavik, comme le leur avait demandé le gouvernement de gauche à son arrivée au pouvoir. En effet, ils semblent ne pas vouloir sans surveillance l'évolution dans la région des bâtiments de guerre soviétiques basés à Mourmansk, et dont le nombre augmente de façon régulière et appréciable. Ainsi, les difficultés politique islandaises découlent directement des deux aspects de la

crise mondiale : la crise économique proprement dite et l'aggravation des tensions interimpérialistes.

En Irlande, la crise est chronique. Son aggravation des années 1968-1969 suit de près les premières grandes difficultés économiques mondiales. L'impasse politique de plus en plus tragique dans laquelle s'enfonce ce pays n'est qu'un reflet de l'ensemble de la situation mondiale, même si ici elle prend la forme spectaculaire d'un gouvernement d'Ulster obligé de faire appel à l'armée britannique pour pouvoir rester en place.

Quant à l'Angleterre, sa bourgeoisie a encore une fois réussi à sauver sa mise face aux grèves ouvrières grâce aux élections qui se révèlent encore une des armes les plus efficaces dont disposent les exploités. Néanmoins, le nouveau gouvernement Wilson, minoritaire, instable, élu sur un programme (nationalisations et rupture avec l'Europe) qu'il ne peut appliquer et dont l'acceptation par les conservateurs et les libéraux est indexée à sa capacité à faire taire la classe ouvrière, est à l'image des difficultés dramatiques du capital de ce pays.

Entre une Italie et une Belgique dont l'instabilité gouvernementale est également indexée aux difficultés économiques, la France (voir l'article "Giscard-Mitterrand, ou comment faire oublier la crise"), avec un taux d'inflation record, avec un franc qui fait la culbute, semble bien entrer à plein dans une crise qui l'avait relativement épargnée jusqu'ici. Si l'élection de Giscard correspondait encore aux nécessités immédiates du capital, il est manifeste, et Mitterrand ne s'est pas privé de le dire, que ce dernier sera l'homme de la situation en cas de mouvements sociaux importants. Sept ou cinq ans avant les prochaines présidentielles, quatre ans avant les prochaines législatives, la gauche risque bien de ne pas avoir à attendre ces délais, tant est, en fin de compte, précaire la situation de l'équipe actuelle face aux échéances qui vont se faire pressantes (promesses faites, prix, salaires, chômage, etc.), en face desquelles un gouvernement d'"union nationale" sera peut-être nécessaire.

Un autre pays parmi les plus avancés connaît actuellement une crise politique, il s'agit du Canada, où la coalition des libéraux de Pierre Trudeau avec le Nouveau parti

démocratique a été renversée à cause de mesures budgétaires jugées insuffisantes contre l'inflation, encore elle.

Il est enfin une forme de crise particulièrement spectaculaire qui s'abat sur deux pays des plus puissants du monde : le scandale.

En Allemagne, le chancelier Brandt, malgré l'aurole qu'il s'était constituée avec son ouverture à l'Est et son prix Nobel de la paix, a dû se démettre à cause d'une sordide histoire d'espionnage. En fait derrière cette démission, il y a également l'échec de cette "politique à l'Est" qui, à l'heure du retour au protectionnisme et à l'autarcie, ne pouvait que faire partiellement faillite. Il y a également des difficultés économiques qui, de moins en moins, épargnent l'Allemagne, et face auxquelles la bourgeoisie, là comme ailleurs, est désarmée (inflation, chômage, etc.).

En soi, de telles difficultés politiques ne sont plus pour nous surprendre : ce qui surprend plus, c'est qu'elles frappent maintenant le pays qui, jusqu'à présent, a le mieux résisté à la crise, autre preuve de la gravité que celle-ci a pris depuis quelques mois.

Enfin, l'aspect le plus incroyable de cette crise est celui qui frappe depuis un certain nombre de mois l'exécutif du plus puissant pays du monde : les Etats-Unis.

Dans cette crise du Watergate et les affaires annexes (corruption de Spiro Agnew et impôts de Nixon) il faut retenir trois aspects. D'abord, le fait même que cette affaire ait été révélée et exploitée au point qu'elle risque d'envoyer Nixon directement de la Maison blanche à Sing-Sing montre bien le niveau de dislocation des différentes fractions de la bourgeoisie américaine. Ensuite, l'immense spectacle organisé autour de cette affaire a été un excellent moyen pour tenter d'éloigner les travailleurs américains de réalités qui, pour eux aussi, se font tous les jours plus dures. Enfin, ce que révèlent les enregistrements des conversations de Nixon sur la personnalité d'un président qui apparaît presque comme un chef de gang en dit long sur l'état de dégénérescence d'une classe qui, dans son pays de prédilection, se don-

ne un tel individu comme chef suprême.

La Rome décadente se donnait des empereurs fous qui voulaient nommer consul leur cheval, le capitalisme décadent se donne des gangsters minables comme hommes d'Etat

ET LE PROLETARIAT ?

Nous avons essayé de faire apparaître quelle forme spécifique a prise la crise durant ces derniers mois : celle de convulsions extrêmement graves sur le plan politique. Mais ce n'est pas là sa forme ultime. Dans les mois qui viennent, la situation économique va encore s'aggraver, atteignant de plein fouet les conditions de vie du prolétariat. Celui-ci sera alors, qu'il le veuille ou non, contraint de poursuivre, en l'approfondissant, le mouvement de luttes qu'il a entrepris depuis 1968.

Aujourd'hui, le capital n'a pas les mains libres comme il pouvait les avoir hier pour "résoudre" ses contradictions par une nouvelle guerre impérialiste : pour le plupart, les prolétaires d'aujourd'hui ne sont pas prêts à aller au casse-pipe.

C'est en ce sens que toutes les tensions interimpérialistes que la crise provoque et que nous avons évoquées plus haut ne peuvent, pour le moment, aboutir à un conflit généralisé et n'ont finalement comme conséquences, outre évidemment les destructions, les meurtres et les souffrances qu'elles engendrent, que détruire les unes après les autres les mystifications (coexistence pacifique, pays socialistes, libération nationale, etc.) que fait peser le capital sur l'ensemble de la société.

De même, le spectacle que donne une bourgeoisie qu'épouvante de plus en plus l'avenir, parce qu'elle assiste impuissante à l'effondrement de SA société et qu'elle voit se dresser devant elle, de plus en plus menaçant, ce prolétariat dont elle avait oublié jusqu'à l'existence, aura pour conséquence d'ouvrir chaque jour un peu plus les yeux de ceux qui, demain, en finiront avec ce monde d'exploitation, de famine et de destruction.

ALLENDE - SPINOLA

MÊME COMBAT

"Les soldats mêlés à la foule parviennent tout de même à contenir ses débordements mais semblent un peu éberlués par son exhubérance. Aucun d'eux sans doute n'avait encore imaginé qu'ils seraient un jour traités en héros". Lisbonne, le 28 avril.

"Le programme de la junte a incontestablement surpris les milieux de gauche qui ne s'attendaient pas à ce que les mesures immédiates fussent aussi "radicales". Le Monde, 29 avril

Nous constatons à nouveau que les différentes tendances du capitalisme (tendance vers le capitalisme d'Etat par exemple) peuvent se faire à travers tous les personnels politiques, de gauche et droite, militaires ou civils. C'est ce qui nous faisait dire: Allende-Pinochet même combat et aujourd'hui: Allende-Spinola même combat.

De 1914 à nos jours la classe ouvrière a payé de millions de millions de morts la leçon que la gauche et la droite jouent le même rôle fondamental.

Au Portugal on voit aujourd'hui la droite ouvertement faire le travail de la gauche. Les militaires dénoncés hier comme fascistes deviennent aujourd'hui les grands libérateurs. Ils sortent des casernes non contre le "cancer rouge" comme au Chili ou en Grèce mais contre les ultras de droite, contre le maintien de la guerre coloniale, pour la paix (mot d'ordre de la gauche traditionnelle face à l'Algérie ou au Vietnam) et pour cela s'appuient sur les "aspirations démocratiques" de la population.

La même armée qui, il y a cinquante ans, avait mis Salazar au pouvoir, embarque aujourd'hui les tortionnaires de la police secrète (PIDE, DGS) dans les camions militaires (il est vrai que c'est souvent pour les protéger du lynchage de la population)

comme sa soeur chilienne embarquait les ouvriers.

Les partisans de la terre brûlée et du napalm dans les colonies décrètent une amnistie générale pour les déserteurs et les insoumis après avoir emporté comme souvenirs les instruments de torture de la PIDE. Les seuls services de renseignements militaires maintenus ne sont là que pour prévenir toute tentative de putsch de l'extrême droite (le rêve de tous les fronts populaires).

Au Chili, Allende et Pinochet sont les deux faces d'une même politique du Capital. Le premier armait le revolver en mystifiant la classe ouvrière pour l'étourdir et la livre ensuite à Pinochet qui tire. Au Chili, il y avait la gauche puis la droite.

Face au Portugal, la gauche et la droite se retrouvent unanimes pour applaudir à la chute de la dictature. Personne ne manque, des gauchistes à Franco en passant pas l'ensemble des nations du Brésil à l'URSS et aux USA. Les uns applaudissent la chute du fascisme, les autres "se félicitent des nouvelles perspectives libérales ouvertes au Portugal" (l'ensemble de la presse réactionnaire espagnole; eh oui).

Enfin, un mois après le coup d'Etat rien de nouveau n'est apparu en dehors de ce qui s'est fait dès les premiers jours. Quoi d'étonnant à voir les staliniens ministres quand on a vu leur chef monter faire un discours sur un char libérateur ?

Les gauchistes quant à eux s'en tireront par des pirouettes comme à leur habitude: le principal est de trouver un camp à soutenir. Ceux qui voyaient en un Allende qui un progressiste, qui un dirigeant ouvrier doivent trouver que le monde est décidément absurde. (✕voir note page suivante)

Le leader de ce coup d'Etat, Spino-la le symbolise. Soutien de Caetano et dénoncé comme fasciste notoire depuis son soutien aux franquistes en 36 par l'ensemble de la gauche des Mitterrand aux gauchistes, il est l'auteur d'un livre: "Le Portugal et son avenir", qui prônait le fédéralisme des colonies dans le cadre du Portugal, ceci en parallèle avec une démocratisation dans la métropole. Quand ce livre parut en février dernier, Spino-la fut privé de son commandement militaire sous la pression des militaires traditionnels.

Ancien commandant en chef des forces portugaises en Guinée-Bissau, baroudeur connu pour ses bombardements au napalm, le nettoyage par le vide de régions entières à la mitrailleuse, sa guerre en Guinée-Bissau fut des plus cruelles. Paradoxe étrange, car il la menait déjà avec l'idée: "la guerre ne sera pas gagnée par les armes" d'où ses contacts avec les mouvements ennemis de libération nationale depuis des années. Cette crapule, qui d'emblée faisait aussi le travail réservé d'habitude à la gauche, a été projeté à la tête d'un processus de décolonisation irréversible.

LA FIN DES LIBERATIONS COLONIALES

On n'aurait pas imaginé pendant la guerre d'Algérie un Bigeard faisant un coup de force pour contraindre le gouvernement à abandonner sa politique coloniale. Ceux qui voyaient encore hier la "libération" de la Guinée-Bissau comme une victoire de l'anticolonialisme devraient voir (et voient

souvent) dans la victoire de Spino-la le triomphe de l'anticolonialisme. Evidemment c'est un peu gênant. Beaucoup ne veulent voir que l'épuisement d'une armée qui a dû quitter des territoires coloniaux en Asie et une partie de la Guinée-Bissau, sa volonté de ne plus être humiliée alors que la situation se dégrade sur le terrain à l'avantage des nationalistes africains.

Il s'agit plus simplement d'un des derniers actes d'une politique qui ne correspond plus aux intérêts du capital. Le mouvement de libération coloniale d'après-guerre est essentiellement le fait de la charge que représentaient les colonies pour le capital et n'aurait pas abouti sans cela. L'information bourgeoise a amplement montré le caractère anachronique du colonialisme portugais et la satisfaction étalée de Washington à Moscou devant le coup d'Etat anti-colonialiste. Le néo-colonialisme est un ensemble d'Etats "indépendants" sous la coupe directe des grands impérialismes (URSS et USA essentiellement) sans passer par l'intermédiaire de Portugal ou autres bourgeoisies séniles.

Les obsédés de la CIA doivent bien voir quelque part la main des services secrets américains comme ils les voyaient tirant les ficelles du Chili. Cette vision policière de l'histoire est stupide. Outre qu'elle relève du chauvinisme anti-yankee le plus grossier, elle reste incapable de mettre en relief quelles nécessités politiques et économiques poussent le capital à modifier le régime sous lequel il perpétue sa domination. Ce n'est que dans ce cadre que les différentes forces "occultes" peuvent avoir de l'influence.

Dès 1960, premières années des mouvements nationalistes africains, les USA soutenaient à l'ONU l'envoi de commissions d'enquête dans les colonies portugaises et depuis lors les Nations Unies font régulièrement des recommandations en faveur d'une décolonisation de l'outre-mer portugaise. Les USA ont intérêt à ce que cela se termine car de plus en plus l'URSS soutient (et donc influence) les nationalistes sous forme de missiles ultra-modernes. Le seul problème que se posent les américains est de savoir si Spino-la sera assez fort pour décoloniser le Portugal (ils sont encore plus anticolonialistes que Soares). La Gulf Com-

pany (pétrole US) soutient notoirement, le FLNA, mouvement de guerilla en Angola, par exemple.

Les capitalistes occidentaux ont toujours investi dans les colonies portugaises à grande échelle, quel que soit le succès de la propagande des africains. Demain, ils traiteront directement avec eux sans avoir à payer des impôts qui partent en munitions pour l'armée coloniale.

Un mois après le coup d'Etat, la junta annonce un référendum dans les colonies et "si le peuple y veut l'indépendance cela sera fait". C'est clair.

LA CRISE ECONOMIQUE

Tous les gouvernements savent que la crise va éclater ouvertement dans un avenir proche. Leurs politiques sont déterminées par cette perspective et ce n'est que dans ce cadre qu'il est possible de comprendre les événements du Portugal.

La crise mondiale dans laquelle s'entonce le capitalisme fait sentir ses premiers effets dans les pays pauvres. Pour ne prendre que les exemples les plus récents les grèves en Ethiopie, en Inde, etc. se dressent contre les plans d'austérité et d'attaque du niveau de vie de la classe ouvrière qui sont déjà nécessaires aux bourgeoisies les plus faibles (les bourgeoisies les plus riches évitent tant qu'elles peuvent, de s'affronter à la classe en se contentant, pour l'instant, de peser sur son pouvoir d'achat.)

Les pays pauvres d'Europe sont les plus incapables de faire face à la crise (ceux du marché commun reculent pour mieux sauter). Le Portugal ne s'en sortait que par ses colonies, mais le remède l'affaiblissait encore plus que la maladie et l'Espagne à

côté fait figure de pays riche.

Le Portugal n'est pas isolé; le coup d'Etat survient au moment où l'Italie (pays pauvre du marché commun) ferme ses frontières partiellement aux marchandises étrangères abrégant ainsi l'agonie de la légende du Marché Commun.

Les prix augmentent actuellement au rythme de 20% annuel et le Portugal voit un gros nuage noir couvrir le pays. Il faut moderniser en sachant qu'on rentre dans la crise économique; c'est un mauvais moment. Cela ne peut être qu'une entreprise hardie si ce n'est vouée à l'échec.

Le capital entre en crise à l'échelle mondiale et c'est dans cette situation que le Portugal est contraint de se moderniser. Contre la crise, les expédients économiques usés depuis la guerre par les pays riches, ne pourront être appliqués au Portugal, alors qu'ils sont déjà de moins en moins efficaces chez les premiers. Le dégauchement partiel des 50% du budget dépensés pour l'armée épongera, pendant un temps, des mesures sociales prises pour calmer la classe ouvrière. Ensuite, comme dans les pays pauvres cités plus haut, il faudra reprendre à la classe ce qui a été donné la veille.

En apparence, des coups d'Etat semblables ont déjà eu lieu. Au Venezuela, par exemple, dans les années 50 on avait vu les militaires abattre un dictateur et la foule euphorique piller les beaux quartiers, mettant à sac les locaux de la police politique. Mais alors, tout était rentré dans l'ordre progressivement, et avait repris comme avant (assassinat dans la rue des militants de gauche par la police, misère, corruption etc.). Par contre tout autre sont les fondements du 25 avril: la pression du capital mondial pour en terminer avec un colonialisme désuet, faire revivre un capital national faible face à la crise qui vient et embrigader la classe ouvrière par un gouvernement tripartite (style PC-PS-DE Gaulle:45-47), face à la montée inévitable de la lutte de classe.

(*) Pour ne citer que les plus marxologues du gauchisme, les bordiguistes du PCI (Le Pro-létaire) voient-ils aujourd'hui en Spinoza le représentant d'une fraction progressiste comme ils le voyaient en Allende? Ne voient-ils pas que, si un coup de barre à droite devait être donné, ce serait cette fois le même "progressiste" Spinoza qui le ferait? Et bien non, Invariance oblige, c'est pour eux le "socialiste Soares" qui se prépare à réincarner Allende! Et Spinoza reste le méchant réactionnaire. Et tout ce monde-là est dans le même gouvernement avec une politique unique. Comprenne qui pourra!

Ce n'est pas contre le "fasciste" Caetano que le coup d'Etat a été fait, mais il s'agit d'appliquer aujourd'hui une politique que les forces qui le soutenaient, étaient incapables de mener à bien.

Il est possible que dans les jours ou semaines à venir des pas en arrière (tout le pouvoir à l'armée par exemple) ou en avant (indépendance des colonies) ou les deux soient faits. Ce n'est pas le coup d'Etat qui a créé une dynamique mais cette dynamique qui a poussé Spínola et la gauche au pouvoir.

LES GREVES

Les grèves récentes de dizaines de milliers d'ouvriers ont, tout comme les succès militaires des nationalistes africains, poussé au coup d'Etat du "Mouvement des Forces Armées".

Avec ou sans les socialistes-communistes au gouvernement, Spínola sait qu'il doit satisfaire une partie des revendications des travailleurs, trop longtemps contenues, afin de stabiliser le climat social. L'effervescence de la rue n'a guère baissé d'intensité depuis le jour du coup d'Etat et on ne peut donc plus l'expliquer seulement par l'enthousiasme débordant des premières heures. La gauche au gouvernement aidera à imposer ces mesures à la droite ultra, ceci afin d'éviter des affrontements avec la classe.

L'exclusion de la production (due à la guerre et à l'émigration) des hommes les plus jeunes réduisait le confortable volant de chômage normal d'un pays pauvre et a entraîné une pénurie de main d'oeuvre qui permettait des demandes d'augmentation de salaire et engendrait des grèves.

L'attitude de la classe ouvrière deviendra à terme le problème n° 1. Les revendications posées peu après le coup d'Etat ont surpris la junte. "Ils demandent tout, tout de suite" s'étonnait l'un d'eux face aux revendications ouvrières (doublement des salaires, quarante heures, assistance médicale gratuite, retraite à 60 ans, destitution de directeurs, etc.). Celles-ci accom-

pagnées d'occupation d'usines, piquets à la porte, d'assemblées spontanées de travailleurs, de cahiers épais de revendications. Les patrons affolés cèdent beaucoup (fixation d'un salaire minimum, mois de congés payés, salaire en cas d'accident de travail ou maladie, etc.). Ce sont les socialistes du gouvernement qui freinent la générosité patronale car ils savent que le capital ne peut céder aux revendications principales ou que ce sera provisoire. On voit là une fois de plus un patronat beaucoup plus social que les socialistes qui gouvernent.

Peu de temps après, une partie des ouvriers accepte de jouer le jeu en modérant ses revendications dans l'intérêt national sous la pression des camarades ministres (les 10 000 ouvriers des chantiers navals qui ne faisaient que deux heures de travail par jour par exemple) : mais ceci provisoirement. 5 000 cheminots, avant de manifester dans les rues de Lisbonne, se contentent pour l'instant d'élire douze représentants au conseil d'administration des chemins de fer sans demander son avis à la direction. La pratique du fait accompli, aujourd'hui utilisée pour dénoncer des exploités ouvriers, peut demain s'attaquer à réaliser le "tout de suite". D'une part parce que la crise dans laquelle s'entonce le Portugal fera rejaillir les revendications ouvrières et que la marge de manoeuvre va se réduire, et d'autre part parce que les grèves ne peuvent pas être paralysées par un appareil stalinien qui est faible (d'où leur caractère d'embrée sauvages) et vu l'inexistence des rabatteurs gauchistes dans la classe ouvrière, cette pratique risque de devenir la hantise des camarades ministres et de leurs collègues gaulonnés. Le gouvernement provisoire est conscient que, sans compromettre l'avenir immédiat, les grèves compromettent la normalisation espérée. La crise et la montée de luttes de classe qui l'accompagne, éclaircira sa conscience à l'exemple des autres bourgeoisies inquiètes pour l'avenir "social".

DE 1936 A 1968

On note que l'ambiance politique à

Lisbonne ressemble plus à Mai 68 qu'à 36 par le défolement qui touche beaucoup de couches sociales. Un Mai 68 à l'ombre des chars libérateurs. 36 fut une tragédie, le Portugal est une comédie. Un journaliste comparait le retour d'exil du socialiste Soares à celui de Lénine en 17. Ce à quoi Soares répond : "Lénine était un grand homme, je ne suis qu'un militant".

"...Ne pas laisser se développer une situation qui créerait une trop fâcheuse confusion. Ainsi, de la droite -- soudain fort discrète-- jusqu'aux communistes qui, au contraire, se montrent maintenant au grand jour, l'accord est total pour donner d'urgence la priorité à la "réanimation de la vie politique". (Le Monde, 30/4). Ah ! cette bonne vieille politique.

Quant à la droite, prenons "Epoca", le quotidien de l'ancien parti unique. Il est reparu sous une nouvelle présentation un jour après avec comme titre à la une : "Servir le peuple". Ceci, pendant que les très terribles maoïstes si redoutés par la gauche défilent en ville, réglant leurs pas au rythme saccadé de "de la guerre coloniale à la guerre du peuple".

Le spectacle est au point.

Dans une manifestation de portugais à Paris, on voyait des gauchistes aller jusqu'à crier "Non à Spinola" mais, aux cris de "Libertad" et "Morta PIDE" (ancienne police politique), tous s'accordaient finalement : des employés du consulat, oeillet à la boutonnière, de l'homme d'affaire au complet sombre, levant le poing au mot de fascisme, aux ouvriers groupés derrière une banderole où était écrit : "Luttons pour un Portugal d'où nous ne serons plus obligés d'émigrer".

Le Portugal utilise ses cartes de réserve : la gauche. Dès le début, il joue sa principale carte car la faiblesse de la bourgeoisie l'exige devant une classe ouvrière non mystifiée par des dizaines d'années de démocratie.

Va-t-on revoir une classe embrigadée par des fronts populaires comme en France ou en Espagne aller servir de chair à canon pour la fraction du capital qui se définit comme antifasciste, démocratique, populaire, ouvrière, etc. etc. ?

DE L'USURE DE LA GAUCHE...

Que voyons-nous au Portugal ? On y voit une droite qui fait le travail de la gauche et aide ainsi à démystifier l'opposition gauche-droite, même si par un jeu habile, elle cède aussi à la droite (mesures sociales, libération des colonies pour la gauche, libération du dictateur Caetano pour la droite).

Nous n'avons plus deux camps s'affrontant militairement (guerre civile) mais des tendances un peu plus radicales : "l'autodétermination tout de suite des colonies" (les socialistes et communistes n'ayant adopté cette position que depuis quelques mois), "oui, mais je suggère des délais pour préparer cette autodétermination" (Spinola). "Ne précipitons pas les choses pour éviter que les portugais des colonies n'y forment des Etats racistes comme la Rhodésie" (la gauche et la droite ensemble) et la gauche sait que les militaires régleront mieux le problème colonial qu'elle (l'Algérie l'a montré suffisamment).

En gros, la gauche et la droite sont d'accord sur la politique à mener. Les divergences sont tactiques. A chaque occasion, les leaders de la gauche se plaisent à souligner que "le désaccord avec la junte s'atténue".

On voit le mouvement de grèves s'accroître à la suite du défolement suivant la libéralisation du régime. La comparaison avec Juin 36 en France vient à l'esprit, mais au Portugal, si le mouvement de grèves se développe, on ne voit pas la classe s'embrigader dans un front populaire qui l'emmènerait vers la guerre (la bourgeoisie ne peut pas s'engager dans la guerre avec une classe non vaincue).

On est content de pouvoir respirer un peu, on revendique, on salue les généraux qui ont aboli le fascisme; s'ils le permettent, on votera pour la gauche comme en Angleterre récemment, mais la flamme n'existe plus : la gauche a vieilli à l'image de ses dirigeants.

Le socialiste modéré, Soares, a le même programme que Spínola (toute la partie démocratique a d'ailleurs déjà été appliquée).

C'est sur un char, symbole des écrasements militaires depuis Budapest jusqu'à Santiago qu' Alvaro Cunhal à la tête du parti communiste portugais, après cinquante ans de clandestinité fit son premier discours à son arrivée à l'aéroport. Félicitant les militaires "qui ont ouvert la route pour le retour des libertés" il attendait son poste de ministre. Pour cela, "il s'efforce par l'intermédiaire des syndicats, de contenir une agitation spontanée et en partie gauchiste dont s'irritent les militaires" (Express, 13 Mai). Une des premières mesures de la junte, si ce n'est la première, a d'ailleurs été de reconnaître les syndicats qui doivent encadrer les ouvriers. Pour le reste de ce que disent et font les staliniens locaux, ce n'est qu'une copie de leurs collègues du monde entier. Il n'y a qu'à lire la presse trotskyste pour les voir étaler (toujours scandalisés et étonnés comme à leurs premiers jours) les diverses pratiques de ces fusilleurs de la classe ouvrière.

La bourgeoisie se donne des organes dont elle a besoin : syndicats, PC, PS et chacun a son poste. Spínola, trop lié à l'armée colonialiste préfère donner à un socialiste le rôle de régler la question coloniale. Soares pourra donc donner l'indépendance et Spínola se chargera de la faire accepter aux militaires. Au PC échoit tout naturellement le rôle d'essayer de maintenir et de modérer la classe ouvrière. Une touchante unanimité de la gauche aux ultras le reconnaissent comme le mieux habilité à faire ce travail.

Lui-même, comme ses collègues étrangers, a une politique qui vise essentiellement à montrer qu'il peut faire ce travail.

Les postes accordés au PC et au PS attestent du rôle que le capital leur accorde (comme au PCF en 45 par exemple) et pour lequel ces partis existent. Les partis de fusilleurs ne sont là depuis cinquante ans que pour mener la classe ouvrière au massacre quand ils ne la massacrent pas eux-mêmes.

...A LA MORT

DE LA GAUCHE

La gauche est usée. Les travailleurs la préfèrent à la droite, mais si celle-ci fait la politique réservée autrefois à la gauche, eh bien, "vive Spínola". La démystification n'en sera que plus facile quand la classe ouvrière entrera en lutte.

Les prochains mouvements ne seront pas des guerres civiles type 36. Ils risquent au pire de ressembler au Chili où la classe ouvrière eut assez d'illusions pour suivre l'Unité Populaire, mais pas assez pour mener une guerre civile. Le front populaire est mort faute de combattants. La gauche peut encore venir au gouvernement taire la politique de la droite (en France, elle a ce rôle à jouer dans un avenir lié à l'aggravation de la crise et du coût de la vie). Mais la gauche pour laquelle on mourait par milliers est morte. Après l'usure des vieilles cartes et avec l'approfondissement de la crise et donc de son cortège de misères mondiales, la bourgeoisie se retrouvera seule avec son Etat face à une classe ouvrière ayant perdu ses illusions.

ooOoo

Cinquante ans de misère c'est long, mais les derniers verres du vieux vin sont en train d'être bus. Une fois tous les acteurs de la pièce à leur place respective, et après quelques scènes de jeu, la mystification de l'armée libératrice, de la gauche, laissera la place à l'encadrement, à la répression par ces mêmes forces. La classe ouvrière sera obligée de se dégager comme force dans le mouvement. Encore quelques temps pour se dessaouler, et la place sera à la classe ouvrière mondiale.

Fleury

GISCARD - MITTERRAND: COMMENT FAIRE OUBLIER LA CRISE

Avec le sérieux coup de pouce que le renchérissement des produits pétroliers lui avait donné après la guerre du Kippour, la crise mondiale s'intensifiait et, se déplaçant de la périphérie vers le centre, faisait sentir ses premiers effets aux métropoles industrielles. Dans l'Europe dite communautaire le mot d'ordre est devenu : "Sauve-qui peut !" et le principal souci des bourgeoisies nationales : "Faire payer la crise aux travailleurs."

FACE AUX PREMIERS EFFETS DE LA CRISE

L'hiver dernier, des usines, après avoir réduit leurs horaires, fermaient pendant les fêtes. Les ouvriers de Citroën et de Peugeot se retrouvaient en vacances forcées. La hausse des prix dépassait 7 % pour l'année écoulée, en progression régulière depuis 1968, et les économistes prévoyaient un doublement pour 1974 : autour de 15 %.

Après la journée soupape du 6 décembre contre "la vie chère", la CGT, sentant que les préoccupations des travailleurs s'étaient plutôt orientées vers les menaces de chômage, sautait dans le train de l'emploi et déclarait : "Les travailleurs n'ont aucun sacrifice à supporter car ils n'ont aucune responsabilité dans la crise actuelle." Et, dans le même temps, à la question posée par un journaliste : "Ne pensez-vous pas qu'avec la récession et l'inflation, de sérieux risques pèsent sur la situation

économique et les problèmes de l'emploi, le moment est venu, pour la CGT, de conclure un pacte avec le gouvernement et le patronat dans l'intérêt national ?", Séguéy répondait : "Le terme 'pacte' mis à part, je n'hésite pas à répondre 'pourquoi pas ?'."

Ainsi, à l'aube de cette année de crise, grosse de motifs d'affolement pour la bourgeoisie, les syndicats répondaient : "Toujours prêts !"

Le premier trimestre 1974 a vu un certain nombre de réactions de la classe ouvrière face à l'aggravation de ses conditions de vie. La grève des banques, principalement sur les salaires, et la grève de Saint-Nazaire (Semm), sur la garantie de l'emploi, illustrent en effet le caractère défensif des mouvements qui se développent durant cette période. Grèves strictement encadrées par les syndicats (même lorsque des ouvriers attaquent une sous-préfecture, CGT en tête, ce qui montre que les gauchistes peuvent être débordés sur leur gauche par les syndicats) et leurs aides trotskystes (Crédit Lyonnais), elles se terminent toutes sur des compromis illusoirement négociés. Le travail reprend mais la situation est instable. Une série de luttes, en général très localisées, se relaient, entretenues par un mécontentement latent au sein de la classe ouvrière.

La bourgeoisie, devant ces premiers remous sociaux, sait qu'il ne sera pas possible d'éviter les conflits. Il lui faudra supporter un peu de vaisselle cassée, pourvu que le buffet ne soit pas renversé. Dans

cette perspective, ce lourdaud de Marcelin est remplacé par le souriant mais ferme Chirac, dont le premier acte est de "déléguer" une partie de ses pouvoirs de police aux représentants des diverses "catégories socio-professionnelles". Des PME à Ségué et Krivine, l'accusé de réception est unanime : "Nous ne sommes pas des irresponsables."

C'est que, pour le patronat, les perspectives ne manquent pas de l'inquiéter. Que la crise arrive, c'est une chose à laquelle il s'attendait, et somme toute supportable, mais ce qui l'est moins, c'est que la classe ouvrière ne semble pas disposée à serrer la ceinture, à accepter les sacrifices. Depuis 1968, la reprise des luttes, avec des cours variables, se confirme, et les organes représentatifs du patronat au sein de la classe ouvrière ne donnent pas toute satisfaction. L'encadrement des grèves, s'il aboutit toujours, ne s'en fait pas moins avec des ratées. A la nouvelle combativité ouvrière, les syndicats ne s'adaptent que progressivement, tâtonnant dans la recherche des meilleurs moyens de l'étouffer. Lip, Romans, Cerisay, Péchiney-Noguères, Larousse, s'ils ont été des échecs, n'en laissent pas moins un goût amer au patronat. Alors que les conflits de ces dernières années s'inscrivaient dans un contexte de relative prospérité, l'année s'ouvre dans une ambiance d'incertitudes devant une crise qui s'approfondit lentement, mais sûrement.

"L'huile qui faisait tourner la machine va se raréfier, constate un patron, ça risque de chauffer." Un certain Adam, professeur de sciences politiques, exprime le désarroi de ses patrons devant cet avenir incertain : "On s'aperçoit à l'évidence que l'on ne peut plus fermer une entreprise, ou même un atelier, sans que cela prenne une proportion extraordinaire. On vivait jusqu'à présent avec l'idée que la menace du chômage pouvait jouer un rôle de frein dans les conflits sociaux. Je crois que cette barrière n'existe plus... Il n'est plus possible, maintenant, de jouer sur ce facteur pour faire peur aux ouvriers en leur disant : attention !" Et dans ces conditions, le CNPF se déclare inquiet de savoir comment ses partenaires sociaux responsables vont jouer leur rôle : "Aujourd'hui les syndicats n'encadrent pas

"plus la base qu'auparavant, les revendications naissent de plus en plus en dehors d'eux et sont posées en termes plus insolubles que jamais !" Tout le problème de la bourgeoisie est là : comment faire face à la nouvelle menace prolétarienne ?

LA PARENTHÈSE ELECTORALE

Dans cette lente mais irrésistible maturation vers l'explosion des antagonismes de classes, un fidèle gérant du capital offre une pause : Pompidou meurt, presque subitement.

Un bon service qu'il lui rend là, dans deux sens. En premier lieu, le pouvoir UDR, du recul enregistré aux législatives de 1973 à la parodie de crise ministérielle au début de 1974, où Messmer remplaça Messmer, commençait à donner de sérieux signes d'essoufflement. Une relève s'imposait. De manière bien involontaire, Pompidou réinsérait brutalement la France dans les vicissitudes de l'effritement des pouvoirs politiques à l'échelle mondiale. Non dans le cadre de cette instabilité politique permanente qui est la règle du fonctionnement des institutions bourgeoises, soit sous la forme luxueuse de la démocratie, soit sous la forme nécessaire de la dictature ouverte, mais surtout dans l'instabilité résultant d'une situation que les premiers coups de la crise rendent de moins en moins gouvernable.

La bourgeoisie française rejoignait ainsi ses collègues européennes dans la valse-hésitation des changements de personnel politique. Après l'Angleterre où Heath a perdu et Wilson n'a pas gagné, après les crises belges et italiennes, et avant le croche-pied d'un espion à un Brandt fatigué, et peut-être bientôt le super croche-pied d'un super espion au nouveau chancelier, avant les crises islandaises et danoises, la liquidation du salazarisme et celle très prochaine du franquisme, sans oublier la décomposition de l'administration Nixon, le capital français se trouvait à son tour devant la nécessité de remplacer son pouvoir politique, de changer une équipe usée par une équipe plus adaptée à la situation nouvelle de crise.

Dans un deuxième sens, c'était une

bonne chose pour le capital, car ce mort allait permettre à la bourgeoisie de donner à fond dans les trompettes de la mystification électorale. La première tâche étant de faire en sorte qu'aucun incident ne vienne troubler la grande cérémonie démocratique, les syndicats s'y emploient. Séguy écrit au CNPF : "Pour que le calme et la dignité président à la consultation, il est indispensable que chaque partie y contribue réellement." Chacun y contribue donc, et les banques et Râteau reprennent le travail. Seul point noir, mais isolé, la Bourse qui ne reprendra qu'entre les deux tours.

La deuxième tâche est de faire tourner la machine à mystifier à son plus haut rendement possible. D'une extrémité à l'autre de la scène, chacun s'apprête à jouer son rôle. De Le Pen à Cohn-Bendit, la dynamique propre à la sphère politique bourgeoise se développe : se nourrir en tant qu'organisation, profiter de l'événement pour recruter, se signaler à tout prix, telle est sa loi. Et on assiste à une véritable débauche de prises de position. Toute la génération contestataire de 68 s'y retrouve, jusqu'à Mouna et Charlie-Hebdo. Les plus riches propulsent leur candidat, les moins riches soutiennent le candidat des autres, les plus pauvres prennent une position à la mesure de leur capacité organisationnelle, tel le soutien maoïste à l'abstention patriotique. Quant au soixante-huitard Cohn-Bendit, il met son slogan au goût du jour, et "Elections, piège à cons" devient "Abstention, piège à cons". Chacun prend sa place pour tenter de noyer dans la glu électorale LE problème : la crise mondiale qui s'abat sur le système et la montée des luttes prolétariennes.

Pour rabattre les travailleurs sur ce terrain de l'ennemi, pour leur faire oublier les véritables problèmes, pour briser la classe en millions de fragments isolés et impuissants, aucune fraction politique du capital ne sera de trop.

Car cette poussée de fièvre marginaliste a une signification plus profonde. Alors que la classe ouvrière arrive à un moment où sa méfiance envers les anciens partis s'amplifie, sans aller toutefois jusqu'à la rupture, le bon fonctionnement de la société bourgeoise demande un rouage supplémentaire : récupérer cette saine méfiance

et la transformer en contestation plus ou moins radicale afin de circonvenir le risque qu'elle aboutisse à une hostilité destructrice. Cette fonction, généralement remplie par le gauchisme, peut prendre n'importe quel masque idéologique. Ici le trotskysme, là l'activisme ouvrier antistalinien (Bandera Roja en Espagne, Lotta Comunista en Italie), ailleurs l'antiimpérialisme yankee (MIR chilien, MAS vénézuélien), etc. Ce qui distingue les divers groupes qui s'adonnent à cette tâche, ce ne sont pas des idéologies différentes (ils ne peuvent pas exprimer autre chose qu'une variante de l'idéologie dominante), mais les conditions locales dans lesquelles leur même fonction spécifique s'exerce : ramener sur le terrain bourgeois ceux des travailleurs qui tenteraient de s'en échapper.

L'approfondissement de la crise leur permet de mettre leurs talents à l'oeuvre et de prendre leur essor pour les meilleurs d'entre eux. A l'occasion des élections françaises, c'est Lutte Ouvrière elle-même qui a le mieux exprimé cette fonction de rabatteur du capital. Après le premier tour, elle écrit en effet dans son éditorial : "L'essentiel de l'augmentation des voix de la gauche vient de la progression des voix d'extrême gauche. Cela réfute les calomnies qui présentaient la candidature de notre camarade comme une candidature de division : il est maintenant évident que la candidature d'Arlette Laguiller a réconcilié avec la gauche des milliers de travailleurs qui ne se reconnaissent pas dans le visage que Mitterrand en offre" (LO n° 297). Le gauchisme français a ainsi gagné ses lettres de ... bourgeoisie et le droit de s'intégrer pleinement, à part entière, dans la lutte contre-révolutionnaire. Les organisations gauchistes ne sont donc pas, contrairement à une opinion superficielle, en pleine dégénérescence mais, bien au contraire, en chemin dans le processus de plein épanouissement de leur nature bourgeoise.

La contribution de toutes les familles politiques du capital a permis une participation record : 88 %. La bourgeoisie a bien mérité d'elle-même et elle n'a pas manqué de s'en féliciter : "Je pense que cette élection a été excellente pour la démocratie française parce que les Français ont donné un des plus beaux exemples de civisme dans l'histoire républicaine, avec une participation de 88 %" (Marcellin).

C'était là l'essentiel. Car ce n'est pas tant le plus ou moins grand écart entre les candidats qui assoit l'autorité du vainqueur que la plus ou moins grande participation : "M. Giscard d'Estaing se trouve ainsi investi de pouvoirs d'autant plus grands que les électeurs ont voté massivement et que la gauche a joué à fond le jeu de l'institution présidentielle. Cette double reconnaissance par le pays et par l'opposition de la valeur de l'institution et de l'autorité qui s'y rattache confère une force accrue au nouveau président" (J. Fauvet, in "Le Monde"). En clair : il n'est pas question qu'une fraction quelconque du pays (sous-entendu : la classe ouvrière) remette en cause l'issue du jeu auquel elle a accepté de participer.

En résumé, l'opération de mystification électorale consiste donc, dans un premier temps, à faire cesser les luttes ouvrières en cours ou potentielles en attirant le prolétariat sur un terrain bourgeois et, dans un second temps, à tenter de l'y maintenir le plus longtemps possible au nom de sa participation.

LES TRAVAILLEURS ET LES URNES

Bien sûr, 88 % cela signifie que les travailleurs ont massivement participé. Mais que signifie une telle participation ? Quelle est son influence réelle sur le niveau de la lutte de la classe ?

Au XIX^e siècle, le réformisme permettait que le prolétariat s'exprime en tant que classe en participant et à des élections et à des grèves. Il n'y avait pas de contradiction entre l'emploi de l'un ou l'autre moyen, et le choix entre eux relevait de questions de tactique. En ce sens, l'emploi de l'arme électorale pouvait être influencé par le niveau de la lutte et l'influencer à son tour.

Aujourd'hui, en période de décadence, les élections n'ont plus qu'une fonction de mystification. En tant que telles, elles peuvent, comme actuellement, ouvrir une parenthèse dans le cours des luttes ouvrières, mais elles n'ont plus aucun rapport

avec le niveau de la lutte de classe, laquelle dépend des conditions objectives (la crise) et non de la citoyennisation temporaire des travailleurs. Entre le terrain bourgeois et celui du prolétariat, il ne peut y avoir aucun rapport. La classe ouvrière ne va jamais voter, c'est un contre-sens dans les termes eux-mêmes. Le travailleur qui va voter quitte, à cause de ses illusions électoralistes et grâce à la mystification qu'elles permettent, à cause de l'immaturité générale du prolétariat, le terrain de sa classe. Le rôle des révolutionnaires est de dénoncer ses illusions, d'expliquer inlassablement que dans l'isolement il ne pourra pas exprimer autre chose que sa misère, son impuissance d'individu coupé de tout ce qui fait sa force : être membre de la classe révolutionnaire. Et l'écart entre l'ouvrier qui lutte à un moment et qui va voter à un autre n'est rien moins que la rupture entre le citoyen-travailleur isolé, atomisé à l'intérieur des rapports capitalistes, et le prolétaire en lutte contre le capital.

LE JEU DEMOCRATIQUE : UN BESOIN ET UN POIDS POUR LE CAPITAL

Il apparaît ainsi clairement que la fonction principale des élections est de servir d'arme contre le prolétariat. La forme la plus pure de ce type d'opérations est le référendum, dont la seule raison d'être réside dans son caractère plébiscitaire (l'Egypte vient d'en donner un exemple caricatural en faisant voter sur la question suivante : "voulez-vous aller, avec le grand Sadate, vers une société plus juste en l'an 2000 ?"). Mais d'autres formes d'élections, telles les législatives ou les présidentielles, ont également une fonction secondaire mais néanmoins réelle : celle de régler le jeu des institutions bourgeoises démocratiques, de désigner le comité qui gèrera les affaires communes de toute la classe bourgeoise, pour reprendre l'expression du "Manifeste".

Et à ce niveau, se pose un problème pour la bourgeoisie. Principalement dans les pays à régime démocratique parlementaire, telles la France ou la Grande-Bretagne, se fait jour une contradiction de plus en plus nette entre l'héritage parlementaire avec son

jeu démocratique et la nécessité d'un Etat de plus en plus puissant et totalitaire.

Au XIX^e siècle, la diversité des intérêts des fractions de la bourgeoisie pouvait librement, "démocratiquement" s'exprimer dans l'importante marge de manoeuvre que permettait la période ascendante du capitalisme. L'instabilité politique que cette démocratie engendrait n'était que le reflet de ce type de fonctionnement et se résolvait d'elle-même en retournant à sa source : l'exercice de la démocratie. C'était là l'essence même du système démocratique. La relative distance entre le capital et son Etat était comblée par le temple de la démocratie: le Parlement, où toutes les décisions étaient prises puis transmises à l'organe d'exécution : l'exécutif.

Avec l'entrée du capitalisme dans sa période de déclin, ce système se révèle de moins en moins adapté aux nouvelles conditions économiques. La compétition sur un marché mondial saturé impose une concentration des économies nationales que seul l'Etat peut prendre en main. L'étatisation d'une partie plus ou moins importante de l'économie et son corollaire, l'interventionnisme, appellent des changements dans la structure des institutions bourgeoises. La fusion progressive du capital et de l'Etat, la nécessité de gouverner à plus long terme possible dans une marge de manoeuvre réduite et dans la moins grande instabilité possible condamnent le Parlement à s'effacer du jeu politique réel. En effet, son rôle d'intermédiaire représentatif des intérêts du capital s'amenuise au fur et à mesure que l'Etat prend ceux-ci directement en charge, et son instabilité congénitale en fait alors un boulet de moins en moins supportable. Mais dans un pays à bourgeoisie forte et vieilles traditions démocratiques, sa liquidation totale n'est guère possible, en dehors des périodes de crise grave généralisée comme la guerre. Le Parlement est donc neutralisé progressivement, transformé en chambre d'enregistrement, et sa fonction est désormais d'amuser la galerie et d'entretenir la mystification parlementariste.

Parallèlement, afin d'asseoir le plus solidement possible la légitimité de cette tendance au totalitarisme du pouvoir, il était nécessaire d'en élargir la base, la caution. L'extension progressive du droit de

vote à une population de plus en plus large (abandon du vote censitaire, droit de vote aux femmes et, bientôt, abaissement de la majorité civique) et l'universalisation du suffrage s'inscrivent dans cet impératif. Obtenir le plus grand consentement, surtout des travailleurs, est devenu le problème numéro un de toute autorité "démocratique". Transférer la responsabilité de l'élection du président de la république française des grands électeurs au peuple va également dans ce sens.

Aujourd'hui, l'instabilité croissante du pouvoir politique due à la crise renforce la nécessité de sa concentration. Le conseil des ministres lui-même devient trop lourd à manier, et Giscard annonce qu'il ne gouvernera qu'avec quelques conseillers. C'est une nouvelle formule de "cabinet de guerre". Et le besoin de mystifier la classe ouvrière à travers le jeu électoral, l'intérêt que le capital en retire entrent eux-mêmes en contradiction avec la nécessité, dans un contexte international de plus en plus serré, de contrôler au plus près les équipes au pouvoir et donc leur mise en place.

Car ce type de pouvoir, concentré mais "populaire", s'il permet un renforcement de la capacité de décision de l'appareil exécutif et si la manière dont il est élu offre la possibilité d'emporter une large adhésion et de mieux mystifier le prolétariat, n'en comporte pas moins un risque pour la bourgeoisie. Dans la mesure où, comme nous venons de le voir en France, le choix du gérant de ses intérêts se joue sur une fraction de votes incontrôlable, elle court le risque de voir arriver au pouvoir un candidat ne correspondant pas exactement à la situation.

Entendons-nous bien : il ne peut venir à la direction suprême du capital national que des hommes entièrement dévoués à sa défense. La seule différence entre les uns ou les autres ne réside que dans leurs conceptions de la meilleure façon de gérer l'exploitation et de protéger le capital en crise contre la menace prolétarienne. C'est alors pour la bourgeoisie une question d'appréciation : Le moment est-il venu ou non de faire donner la gauche ?

Cette appréciation est délicate. Les divers ballets des fractions politiques du capital autour du pouvoir, particulièrement en Europe, le démontrent amplement.

GISCARD-MITTERRAND : UN CHOIX DELICAT POUR LA BOURGEOISIE

La situation française illustre bien également l'"embarras" de la bourgeoisie. D'une part, l'approfondissement de la crise généralisée du capitalisme et son caractère irréversible posent à terme l'affrontement avec la classe ouvrière. Mais, d'autre part, celle-ci n'a pas encore manifesté de réactions d'ampleur susceptibles de donner prise à la peur qu'elle inspire à la bourgeoisie. Les luttes restent encore dans des limites "compatibles" avec l'état d'avancement de la crise.

Dans cette période floue, le capital se trouve dans une situation dangereuse politiquement. Giscard, s'il semble plus crédible que Mitterrand, n'en comporte pas moins le risque, en cas de brusque aggravation de la crise, de convulsions sociales subites, dont personne ne peut prédire l'échéance. Mitterrand, s'il se présente comme seul capable, avec l'aide du PCF, de garantir une paix sociale immédiate, n'en comporte pas moins le risque d'une aggravation immédiate de la crise par la crainte que son alliance avec le PC inspire à toute une fraction de la bourgeoisie moyenne qui, affolée, mettrait ses capitaux à l'abri au lieu de les investir. Et même si Mitterrand parvenait à surmonter ce handicap, il y aurait alors le risque, si le prolétariat restait encore dans une défensive prudente, qu'il s'use prématurément au pouvoir. Une explosion sociale dans de telles conditions pourrait être alors catastrophique pour le capital.

La bourgeoisie navigue à vue en ce moment. Elle n'a pas voulu prendre de risques dont la contrepartie n'était pas assurée : elle a voté Giscard d'Estaing et gardé Mitterrand en réserve. Et le faible écart entre l'un et l'autre n'indique pas autre chose que, dans cette période charnière où la situation ne s'est pas encore décantée, c'est-à-dire où l'attitude de la classe reste l'inconnue fondamentale, la bourgeoisie a beaucoup de mal à se déterminer franchement pour une solution nette.

Au lendemain de cette foire électorale, comment se présente la situation sur le plan politique ?

Giscard se retrouve au centre, et non pas à droite, après avoir réussi le rassemblement loupé par Chaban-Delmas. Manoeuvre post-électorale ou conscience de la nécessité d'une union nationale, cette nouvelle majorité, un peu gênée de sa victoire, ne parle plus que d'associer sérieusement l'opposition à la recherche des solutions aux problèmes de la bourgeoisie. Duhamel (CDP) : "Devant les difficultés qui attendent notre pays et qui ont été trop méconnues pendant cette campagne, un effort collectif doit maintenant être entrepris pour éviter la cassure de la France en deux." Pinay : "Giscard d'Estaing devra donner la parole à l'opposition, et ce sera une bonne chose, car l'opposition doit avoir droit au chapitre mais dans un contexte dépourvu de passion, en tenant compte de ce qui est possible beaucoup plus que de ce qui est souhaitable et désiré."

Cette "ouverture" à gauche a de grandes chances d'être entendue. A peine une semaine après le 19 mai, Mitterrand déclarait que s'il était prématuré de parler d'un statut juridique de l'opposition, toute collaboration devrait être sérieuse : présidences de commissions à l'Assemblée nationale, participation officielle aux déplacements gouvernementaux à l'étranger, etc.

Tous ces appels au grand rassemblement pour faire face aux "risques de la crise" ne peuvent que malmener l'unité de la gauche et rejeter le PCF dans son "ghetto". Non pas que, comme se l'imaginent les trotskystes, les stalinien seraient d'une nature différente des autres partis bourgeois, mais parce que tant que l'image de l'épouvantail communiste alimentée par la droite jouera son rôle de repoussoir auprès de la bourgeoisie moyenne (élément déterminant des consultations électorales), cette droite est assurée de pouvoir se maintenir au pouvoir (même phénomène qu'en Italie avec la démocratie chrétienne).

Or la droite sait très bien que le PCF n'est ni communiste ni aux ordres de Moscou mais bien à ceux du capital français. Mais le reconnaître "dédramatiserait" le PC et celui-ci pourrait venir périodiquement au pouvoir. Un tel système d'alternance rejeterait donc régulièrement la droite dans l'opposition,

ce qui est contraire à ses intérêts de boutique dispensatrice de prébendes ministérielles et autres sinécures. On constate donc aussi à ce niveau que la relative autonomie de la sphère politique nourrie par le jeu électoral, avec ses intérêts "égoïstes" d'appareils, peut entrer en contradiction avec les intérêts généraux du capital de pouvoir disposer de tous ses serviteurs.

Mais le PC, peu rancunier, bien que grand perdant de l'opération, donnait, dès l'annonce des résultats, une nouvelle preuve de son indéfectible fidélité à sa bourgeoisie : "Demain, le travail va reprendre partout, normalement, dans les entreprises. Je dis à mes amis communistes et aux autres : il faut accueillir le résultat de ce soir dans la sérénité, la tranquillité. Il ne doit y avoir de manifestations intempestives ni d'un côté ni de l'autre. Je suis sûr que le travail va reprendre avec un peu d'amertume, mais les travailleurs laissent l'amertume de côté, parce que

"quand même c'est un succès pour nous, parce que l'avenir est avec nous" (Marchais).

Les syndicats enchaînaient pour indiquer qu'ils étaient prêts à négocier sur la base des promesses électorales, et il est inutile de préciser que le CNPF répondait aussitôt qu'il ne demandait que ça, négocier.

Et pour compléter le tableau, Mlle Laguiller, imperturbablement fidèle à sa fonction de rabatteur du capital, déclarait au même moment pour ceux qui risqueraient de ne pas avoir très bien compris : "Les élections sont un piège pour les travailleurs. Leur émancipation sociale et politique, c'est en se servant de leur force qu'ils peuvent la gagner." Dont acte.

Chacun reprend la place que lui a assignée le capital. Le rideau tombe, la représentation est terminée, la recette a été bonne, la crise est toujours là.

LUTTES REVENDICATIVES ET SURGISSEMENTS DE LA CLASSE-POUR-SOI

Ce texte de tendance s'inscrit dans la perspective ouverte par les articles "Où va la lutte de classe en France ?" (n°4), "Lip : combativité et mystification" (n°5), "Situation actuelle, perspectives et activité des révolutionnaires" (n°7) et "Leçons de la lutte des ouvriers anglais" (n°8). Il a été rédigé avant que nous prenions connaissance de l'article du camarade Victor, auquel une réponse sera faite ultérieurement.

Précisons tout de suite les points suivants :

1) Nous employons les expressions de "classe-pour-soi" et de "classe-pour-le-capital" non parce que ça ferait bien, mais parce que nous n'avons pas trouvé, pour l'instant, de meilleures expressions pour nous exprimer. Voici dans quel sens nous les utilisons :

La classe-pour-le-capital est la classe telle qu'elle est constituée par le rapport capitaliste. Concrètement, ce sont des hommes qui sont matériellement unifiés dans la production sociale, dans le travail associé, mais qui sont socialement divisés par leur rapport au capital (travail salarié). Leur unité sociale leur est extérieure, ils la retrouvent dans une puissance étrangère : le capital. Ils ne constituent pas une classe pour eux-mêmes, mais c'est à travers le rapport capitaliste, pour le capital, qu'ils sont une classe. Ils sont effectivement unis par le fait très simple que le rapport salarial les contraint à pointer tous les jours à l'usine, à faire la queue

au bureau de chômage ou à s'embrigader dans un syndicat. Mais cette unité pour le capital produit précisément leur division pour eux-mêmes (division du travail, parcellisation des tâches, fragmentation par usine, par corporations, hiérarchie, division en productifs/improductifs, travailleurs/chômeurs, concurrence entre les ouvriers, etc.). La contradiction qui est le moteur du mouvement de maturation de la classe pour le capital est celle qui oppose leur être matériel unifié au rapport social qui le divise : rapport salarié. Pour se défendre comme ensemble d'hommes confrontés à des besoins matériels, ils se heurtent d'emblée au rapport salarié et doivent donc commencer concrètement à détruire ce rapport, c'est-à-dire à remettre concrètement en cause leur être-pour-le-capital.

La classe-pour-soi est à la fois la même classe et une classe différente. Elle est la même parce que son unité sociale repose sur les mêmes caractéristiques matérielles que celles caractérisant la classe-pour-le-capital (bien qu'elle commence à les bouleverser en réorganisant la production). Mais cette unité matérielle n'est plus une unité sociale pour le capital, elle l'est pour elle-même, pour ses besoins propres. Elle n'est plus classe du point de vue du capital, mais par sa propre action contre lui, qui est un mouvement de destruction du salariat par l'association des travailleurs. Cette action est un processus qui va de l'unification révolutionnaire

des catégories du travail salarié (surgissements) à l'accomplissement de premières tâches rudimentaires du communisme inférieur et, après la victoire militaire à l'échelle mondiale, jusqu'à la communisation complète de la société, qui est la réalisation ultime de la classe-pour-soi et sa dissolution finale : la communauté humaine.

La classe-pour-le-capital, c'est les prolétaires soumis concrètement au rapport salarial, luttant et organisés comme travail salarié ; la classe-pour-soi, c'est les prolétaires refusant concrètement le rapport salarial, luttant et s'organisant de façon unie comme travail collectif et mouvement de communisation, donc tendant à englober dans leur classe toute l'humanité.

2) Ce que nous cherchons à cerner, ce ne sont pas des catégories fixes, mais des processus. Il va de soi que ce que nous dégageons sont des approximations théoriques. Dans la réalité, il y a effectivement des enchevêtrements, des retours en arrière et, par exemple, la classe-pour-soi ne se présente jamais de façon pure. De même que la négation du prolétariat, l'affirmation de la classe-pour-soi est, surtout au départ, une tendance qui se présente de façon confuse, balbutiante, non explicitée clairement. Cependant, ce n'est qu'à partir d'une compréhension de la rupture qu'on peut comprendre le mouvement et ses moments.

3) Pour la énième fois et une fois pour toutes, nous ne sommes pas "pour" ou "contre" les luttes revendicatives. C'est un faux problème. Les luttes revendicatives existent et sont nécessaires. Nous l'avons assez rabâché pour ne plus avoir à le répéter. Mais notre tâche est de comprendre et d'exprimer qu'elle doit les dépasser en les niant et en détruisant l'organisation qui y correspondait (les syndicats). Il n'y a pas, comme le croient les trotskystes, de "dynamique des luttes". Les luttes ne se transforment pas ; les luttes ne font rien du tout, ce sont les hommes qui sont obligés de lutter de façon différente, c'est-à-dire pratiquement de se transformer. Nous ne "condamnons" ni ne "dédaignons" rien ni personne. Nous sommes partie d'une classe qui essaie de comprendre les conditions de sa pratique. De même que nous n'"appelons" pas à voter, ou à ne pas se syndiquer, ou

à ne pas vendre sa force de travail, nous n'"appelons" pas à refuser les luttes revendicatives. Nous tentons seulement d'exprimer l'expérience historique et quotidienne de leur échec, la nécessité de leur dépassement, ce qui nous amène à affirmer la nécessité de détruire les syndicats, etc.

4) Nous avons définitivement abandonné les termes de luttes "économiques" et "politiques" qui ne font qu'embrouiller les choses et étaient la première forme confuse à travers laquelle nous avons tenté de saisir le processus.

L'IMPASSE DES LUTTES REVENDICATIVES

A l'époque de la décadence, le prolétariat ne peut plus s'unifier et s'affirmer en tant que catégorie économique pour le capital, travail salarié. Tant que les travailleurs luttent, se conçoivent et s'organisent dans le but d'aménager les conditions de la vente de la force de travail, ils se heurtent inexorablement aux limites inhérentes au rapport capitaliste (corporatisme, sectionnalisme, nationalisme, concurrence). Le problème-clé, la division de l'être de la classe, n'est pas un problème de plus ou moins d'ouvriers en lutte. Une lutte de huit millions de prolétaires peut être parfaitement fragmentée et n'exprimer que l'atomisation du travail salarié (Mai 68 après quelques jours), alors qu'une lutte limitée géographiquement, à un quartier par exemple, et à quelques milliers de travailleurs, peut parfois être qualifiée de surgissement de la classe-pour-soi (certaines insurrections en Espagne, et Gdansk,...). Se contenter de critiquer le sectionnalisme sans faire la critique de la lutte revendicative, c'est faire la critique d'une forme de lutte sans essayer de voir au-delà que c'est le sujet lui-même (le travail salarié) qui reproduit la division et la concurrence comme quelque chose qui est propre à sa nature et qui donc engendre cette forme. Le travail salarié, les ouvriers salariés se présenteront toujours, tant qu'ils n'auront pas enclenché un processus de négation de cet état, comme enfermés dans l'usine, la branche, le particularisme régional ou national, la hiérarchie, la divi-

sion entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, entre les cols bleus et blancs, etc. La division de la classe n'est pas quelque chose qu'elle pourrait surmonter sans s'engager dans un processus de transformation d'elle-même. L'unification du travail salarié est une utopie réformiste. Vouloir que les travailleurs se posent comme échangeistes d'une marchandise (la force de travail) tout en supprimant la concurrence, le protectionnisme et le particularisme dans leurs rapports est tout aussi impossible que l'unification du capital. Reprendre le slogan syndicalo-gauchiste de l'"unité des luttes revendicatives", c'est sombrer dans l'illusion qu'on pourrait unifier ce qui est par nature divisé.

il faut poser la question : si les ouvriers pouvaient s'unifier sur le terrain revendicatif, celui des luttes salariales, pourquoi ne pourrait-il pas y avoir des syndicats ? Si les syndicats, même créés par les travailleurs eux-mêmes, deviennent des instruments du capital, n'est-ce pas justement parce que le travail salarié est, à notre époque, complètement atomisé et que le rapport salarial ne peut plus être aménagé, négocié et encadré que par le capital lui-même et lui seul ? En ce sens, les syndicats sont des organes à travers lesquels le capital tente d'organiser le travail salarié. Les ouvriers ne s'organisent pas à travers eux ; c'est impossible, puisque le travail salarié ne peut plus s'unifier et s'organiser. Par contre, c'est vrai que les syndicats "organisent", encadrent la force de travail dans le rapport salarié. Si la classe est contre les syndicats, c'est parce qu'elle se heurte à son embrigadement en travail salarié. Mais les ouvriers ne se battent pas "contre les syndicats", ils les détruiront au passage, en s'affirmant contre le rapport salarial. Tant qu'ils restent ouvriers salariés, ils resteront, dans l'ensemble, "organisés" (c'est-à-dire atomisés, réprimés, étouffés) par les syndicats.

Cela est prouvé par les luttes ouvrières des dernières années. Dès que le processus d'unification de la classe-pour-soi s'épuise et que les ouvriers se replient, faute de pouvoir aller au-delà, sur des revendications, le syndicat, ancien ou nouveau, réémerge comme direction de la lutte et, à partir de ce moment, à moins d'un évé-

nement nouveau (répression policière, provocation, etc., l'unification qu'aurait pu provoquer le 14 août 1973 à Besançon, par exemple) qui crée les conditions d'un ressurgissement du processus, c'est le déclin, plus ou moins chaotique mais inexorable. Dès que la lutte est posée comme moyen de pression des ouvriers pour aménager leur condition de travailleurs salariés, une place est offerte à un organe qui "négocie" la défaite et "organise", par la violence "démocratique" ou physique, le retour des prolétaires à leur division antérieure. A propos de la grève de Renault en 1947, "Internationale", dans son numéro du 15 mai, exprimait on ne peut plus clairement l'impasse des grèves revendicatives :

"La grève de Renault démontre une fois de plus l'impossibilité d'asseoir désormais les luttes du prolétariat sur une base économique. Les staliniens peuvent reprendre en main d'autant plus facilement le mouvement qu'il se confine dans les revendications économiques. C'est là une voie d'impasse unique-ment favorable à la bourgeoisie qui, au travers des tractations et des marchandages, parvient à fourvoyer le mouvement. C'est sur ce terrain que le syndicat a ses racines solidement accrochées et sur lequel il est irremplaçable." (Souligné par nous.)

Et un peu plus loin : "Toute action née sans direction syndicale et dans le cadre syndical ne peut en définitive être qu'une lutte contre la classe ouvrière." (Souligné par nous.) (Voir note page 26)

Mai 68 est un autre exemple de ce processus. Dès que le mouvement d'unification, qui n'était essentiellement que l'affirmation embryonnaire, silencieuse mais indéniable, de la classe-pour-soi, s'est heurté aux limites de sa propre immaturité, on a vu simultanément : 1) le cloisonnement par les syndicats de la lutte sur le plan revendicatif ; 2) l'isolement des travailleurs dans leurs usines transformées en prisons ; 3) l'unité des premières heures, forgée de manière informelle à travers l'initiative des plus

avancés, voler en éclats : les ouvriers les moins combattifs sont restés chez eux et les plus combattifs se sont divisés en clans staliniens, cédétistes, gauchistes, pendant qu'une infime minorité allait aux universités. Plusieurs aspects s'entremêlent dans la façon dont le caractère revendicatif fragmente la lutte :

1. A partir du moment où il s'agit d'aménager les conditions du travail salarié, inconsciemment, mais parfois consciemment, les ouvriers tirent de leur expérience collective et individuelle un scepticisme extrêmement sain quant aux possibilités réelles d'améliorations.

2. "On n'obtiendra de toute façon pas grand-chose, donc autant ne pas s'attirer d'ennuis, ne pas risquer l'aventure et laisser le représentant patenté du travail salarié faire son boulot."

3. Si la question est d'obtenir quelques revendications, les travailleurs tendent à se concevoir selon ce que le capital fait d'eux, c'est-à-dire non comme membres d'une force de travail associée mondiale, mais comme OS2 de tel atelier, de telle usine, etc, ou comme chômeur français qui aurait du travail si les algériens n'étaient pas là, ou comme col blanc qui croit avoir échappé à l'enfer de la chaîne, etc. Par exemple, souvent ils pensent que leur force n'est pas dans une extension mais, au contraire, dans la position de force de tel ou tel groupe (voir le phénomène fréquent de catégories ou de branches qui n'acceptent pas de "noyer" leurs revendications dans les luttes d'ensemble, comme récemment dans la grève des banques où les services informatique ne comptaient que sur leurs positions strictement corporatistes, ou la métallurgie en juin 68 qui prolongea sa grève quinze jours de plus pour obtenir plus que les accords de Grenelle).

Nous pensons qu'il était nécessaire de préciser cela, qui n'était pas clair dans les articles que nous avons cités au début, ce qui leur donnait un tour parfois indéfini. Pour le reste, on peut renvoyer aux articles.

QU'EST-CE QUE L'UNIFICATION DE LA CLASSE-POUR-SOI ?

Il n'y a pas de définition statique et sociologique de la classe ouvrière. Le problème n'est d'ailleurs pas de "définir"

la classe ouvrière. Les classes ne sont pas définies, elles se définissent dans la lutte de classe. Au XIX^e siècle, parce qu'une lutte de classe pour l'aménagement du rapport salarial était possible et relativement unificatrice, Marx et Engels ont misé sur un développement de la conscience et de l'organisation communistes au sein du mouvement syndical, c'est-à-dire sur un développement continu de la classe révolutionnaire au sein du mouvement de la classe-pour-le-capital. Leur vision était : en se définissant comme classe salariée aux intérêts distincts, les ouvriers tendent en même temps comme classe-pour-soi. Le passage de l'un à l'autre est continu. En se définissant comme classe au sein de la société bourgeoise, le prolétariat se prépare organisationnellement à la détruire. Cette vision détermine toute leur pratique : la classe peut se définir comme classe par rapport au capital. Au XX^e siècle, au cours de la décadence, c'est le capital et la contre-révolution qui l'ont définie comme classe-pour-le-capital, complètement incapable de s'affirmer et de s'unifier comme travail salarié, ce qui exige d'elle qu'elle renverse brutalement ce rapport et se redéfinisse comme classe-pour-soi. La classe, au sens historique global du terme, est un mouvement de la classe pour-le-capital (travail salarié) à la classe-pour soi, qui s'affirme et se nie en même temps. Cela Marx le disait déjà; ce qui change à notre époque, c'est la forme que devra revêtir ce processus.

Dans la société capitaliste, la classe ouvrière se présente à la fois comme du travail salarié, un simple moment du rapport capitaliste (capital variable) et comme un ensemble d'hommes travaillant dans des rapports matériels donnés (travail associé, production de masse, rapports universels, etc.). Lorsque la contradiction entre les rapports sociaux capitalistes et ces rapports matériels éclate, les hommes qui vivent cette contradiction au cœur du système (les prolétaires) sont contraints, par l'échec répété des tentatives de se défendre comme catégorie du capital, de s'affirmer comme négation du travail salarié, comme un ensemble d'hommes qui se définissent non par le fait qu'ils vendent leur force de travail, mais par leur position matérielle. Tous ceux qui, parce qu'ils vendaient leur force de travail sous la domination d'une puissance sociale et mondi-

ale, le capital, sont séparés des moyens de production, parce qu'ils travaillent de façon collective, associée -- tous ceux-là tendent, sous la contrainte des conditions matérielles, à se défendre autrement.

Lorsque, sans revendications, sans organisation préétablie, poussés par un besoin irrémédiable, les travailleurs d'un atelier arrêtent le travail, partent en cortège dans l'usine et entraînent l'ensemble des ouvriers pris par une passion subite de s'affirmer comme une classe associée ; lorsque les ouvriers d'une usine sortent de l'entreprise, entraînent les badauds, les chômeurs, des couches semi-prolétariennes et appellent, sans aucune revendication, les autres travailleurs des autres usines à les rejoindre (Espagne) ; lorsque, au mépris de tout "sectionalisme", ils attaquent des locaux syndicaux, des postes de police -- c'est le début, le tout petit début de la classe-pour-soi.

La révolte n'est pas moins matérielle et sociale qu'une grève salariale ; ce qui change, c'est qui s'affirme, c'est bien une classe (un ensemble d'hommes occupant une position déterminée par rapport aux moyens de production). Cependant, cette classe ne se définit pas à l'intérieur du rapport capitaliste, mais contre lui, et ce qu'elle affirme, c'est sa nature de classe matériellement et socialement collective, dépossédée, mondiale, et son besoin d'affirmer des rapports communistes inférieurs pour survivre.

Ce premier moment de la classe prolétarienne révolutionnaire est fragile, instable, comme une boule en haut d'une pyramide. D'une part, c'est une classe qui tend à

se poser comme destructrice du rapport salarié, non que les prolétaires disent tous : "nous nous lions comme travail salarié", mais parce que la classe fait d'emblée reposer sa force sur une base qui est la négation de ce rapport (tendance à l'unité avec les chômeurs, à la destruction des barrières des entreprises, à l'"oubli" de toutes les caractéristiques du rapport salarié: hiérarchie, productifs-improductifs, consommation collective, production de valeurs d'usage pour elle-même, etc.). D'autre part, cette classe reste, objectivement et subjectivement, modelée par la division du travail capitaliste et n'a fait encore que nier le rapport salarié, sans pourtant se transformer en transformant mondialement les rapports de production, les forces productives, etc. On peut donc dire qu'il s'agit de l'amorce du processus de la révolution. Jusqu'à présent, et peut-être encore pour longtemps, ces surgissements de la classe-pour-soi se cogneront très vite à cette contradiction et laisseront, après peu de temps, la place aux revendications (mai 68, Gdansk, Turin) ou seront écrasés militairement (Espagne, Cordoba, etc.). Le retour sur le terrain revendicatif, et donc syndical, n'est pas quelque chose à condamner, mais à comprendre: il exprime une impuissance, à la fois une lucidité sur l'absence de maturation de la classe et un retour aux illusions qui avaient été momentanément dépassées.

La classe-pour-soi est à la fois continuation de la classe-pour-le-capital et rupture avec elle. Continuation d'un point de vue matériel, parce que son noyau son élément moteur, la source d'où se diffuse la communisation de la société, recou-

(Note de la page 24) Cette phrase très profonde éclaire la question des comités de grèves sauvages (organes temporaires qui se dissolvent après la lutte). S'ils agissent comme des organes de négociation, ils sont en fait des syndicats et se retournent contre la classe. Par contre, s'ils sont un moment dans le dépassement de la lutte salariale, alors ils ont une fonction pour la classe. La formation d'un comité de grève contre les syndicats existants exprime un moment contradictoire dans le processus de maturation de la classe-pour-le-capital : les ouvriers accèdent pratiquement à la conscience de la nécessité de détruire la forme syndicale, mais continuent à tenter de lutter comme travail salarié. Cette contradiction est insoutenable : soit le comité de grève se transforme en syndicat et c'est son arrêt de mort comme agent prolétarien, soit il se transforme en organe de la classe-pour-soi et son contenu change complètement. Le rôle des révolutionnaires n'est pas de préconiser ou d'encenser de tels comités, mais, lorsqu'ils naissent, d'oeuvrer à ce que la classe les dépasse. Il n'y a pas de syndicat "anti-syndical". C'est très logiquement que les ouvriers de Renault, en 1947, étaient conséquents en exigeant que le comité de grève aille jusqu'au bout de sa logique d'instrument revendicatif : se transformer en un syndicat (le Syndicat Démocratique Renault, S.D.R., trotskyste).

vre, en général, ce qui était le coeur de la classe-pour-le-capital (travailleurs productifs concentrés dans la grande industrie moderne). C'est en effet là que le capital a accumulé une masse de capital constant gigantesque et des masses de travailleurs salariés, c'est-à-dire du point de vue communiste, c'est-à-dire de la valeur d'usage, les forces productives et l'association du travail, qui permettent l'amorce d'un processus de communisation immédiate de la production et de la consommation, qui tend à révolutionner, à son tour, les forces productives et cette association en produisant autre chose que la merde actuelle et d'une autre façon. Continuité, mais aussi rupture, parce que le rapport salarial qui enserrait la classe-pour-le-capital dans la logique de ce dernier, est brisé. Désormais, on a la plus grande contradiction qui puisse s'imaginer: une classe ouvrière qui n'est plus une classe définie par son rapport au capital et qui, dans ce sens, commence à se nier comme classe salariée en même temps qu'elle devient une classe pour elle-même; une classe qui s'affirme comme distincte du reste de la société et qui, pourtant, par le fait même qu'elle se définit comme un mouvement mondial, universel de socialisation, tend à englober toute l'humanité; une classe qui dit: "est prolétaire qui-conque est prêt à travailler de façon associée et donc à consommer de façon socialisée", c'est-à-dire une classe qui, au même moment, se limite et s'ouvre. C'est pourquoi on peut dire que la classe-pour-soi n'est pas seulement la destruction de la classe-pour-le-capital, mais également un mouvement simultané d'affirmation et de négation de soi. La classe-pour-le-capital était un mouvement sans cesse reproduit de prolétaires salariés. Désormais la tendance est renversée. La classe-pour-soi est un mouvement de création élargie de membres de la classe-pour-soi, de travailleurs associés et communistes (intégration des autres classes).

On nous dira: "Tout cela n'est vrai qu'après l'insurrection." Il faudrait plutôt dire que ce mouvement ne prend son essor complet et libre qu'après l'insurrection mondiale, car s'il est vrai que c'est seulement après avoir violemment détruit l'Etat qu'il l'empêche de s'étendre et de prendre racine qu'il peut transformer matériel-

lement les forces productives, le travail, universaliser les rapports communistes en incorporant à lui les secteurs précapitalistes-- il n'en reste pas moins que ce qui détruit l'Etat, c'est CE mouvement vers le communisme et non le travail salarié. La vision classique était que le prolétariat resterait classe-pour-le-capital et s'organiserait de façon purement politique pour l'insurrection. En fait, pour avoir une politique révolutionnaire, il faut déjà qu'il soit un mouvement social révolutionnaire une pratique consciente de transformation des rapports sociaux, qui tente de s'effectuer, un mouvement communiste.

La meilleure preuve que la classe-pour-soi est processus de négation du travail salarié dès qu'elle surgit sur la scène, c'est sa façon même de lutter qui dissout toute l'organisation de la classe-pour-le-capital. Il faut, en surgissant, faire voler en éclats toute l'organisation antérieure. Pour étendre la lutte, même si les ouvriers manuels d'industrie restent le moteur de l'action, le noyau autour duquel se condensent les autres éléments de la classe-pour-soi (employés, chômeurs, ménagères, etc.), il faut "oublier" qui est ouvrier manuel ou intellectuel, productif ou non, syndiqué ou non, étranger ou non. Par exemple, la lutte militaire part des centres ouvriers mais englobe, en les fondant dans la classe-pour-soi, les chômeurs, les couches prolétarisées marginales (tous les sans-réserves). Il y a bien un noyau matériellement déterminé, une avant-garde pratique de la classe-pour-soi (ouvriers des grandes entreprises), mais ce noyau, en sortant du rapport capitaliste, tend, d'emblée, à précipiter "l'imminence du passage des classes moyennes au prolétariat" (Marx) en processus effectif. Concrètement, cela veut dire que le prolétariat ne demandera pas aux participants de la révolution s'ils ont un prix de leur force de travail à défendre ou des mains calleuses, mais s'ils sont prêts à participer à la lutte avec tout ce que cela implique: organisation militaire, participation à la production (d'armes, de nourriture) de façon communiste, participation à la distribution communautaire des valeurs d'usage. C'est ainsi que, dans la guerre civile mondiale, le prolétariat puise sa force de sa situation matérielle et de sa capacité à y attirer tous les éléments potentiels de la classe-pour-

soi. Les usines restent le point de départ de l'action, mais ils sont les centres d'où s'effectue la destruction des usines comme entités juridiques séparées.

Le "danger" de "dissolution" du prolétariat dans la population non prolétarienne n'existe pas. Le vrai danger, c'est que le prolétariat n'arrive pas à se hisser à la classe-pour-soi, ce qui le contraindrait à passer des "alliances", des "fronts" avec les couches petites-bourgeoises, au lieu de commencer, à travers des tâches militaires et sociales, à les assimiler aux rapports communistes. Cette dissolution-là ne serait que la dissolution dans les rapports marchands, la régression à l'état de classe-pour-le-capital, c'est-à-dire l'emprisonnement du prolétariat, travail salarié, dans la "population" de la société capitaliste. Le prolétariat ne peut s'affirmer qu'en commençant à se nier, c'est-à-dire à dissoudre dans les rapports communistes les couches semi-prolétariennes. Il n'a que l'alternative suivante: commencer à se dissoudre comme travail salarié ou être dissous comme classe révolutionnaire par le capital dans l'atomisation du travail salarié!

Cependant, à ce stade, le mouvement n'est qu'une tendance inachevée, incomplète qui ne peut se réaliser complètement. Très vite, l'unification de la classe-pour-soi entre en contradiction avec l'Etat, personnification du capital. C'est donc bien le mouvement social communiste qui ressent les superstructures capitalistes comme une entrave à son libre développement. Par exemple: on a distribué la nourriture des supermarchés, on a occupé les logements, on a commencé à produire pour la classe-pour-soi elle-même les biens de première nécessité, on a mis en place un rudiment de distribution gratuite (transports, gaz, électricité, etc), mais ce processus fragile, mal coordonné, confus ne peut se généraliser aux autres secteurs, prendre véritablement son essor, s'unifier définitivement, sans se concentrer sur le terrain politique et ramasser toutes ses forces pour les diriger contre l'Etat capitaliste. C'est pourquoi le parti devra, au cours de la période révolutionnaire, indiquer à la fois la perspective d'une extension maximale des rapports communistes et celle d'une préparation à la guerre civile, en

liant indissolublement les deux aspects, car c'est de sa position matérielle que dépend la capacité militaire du prolétariat.

Derrière la vision de type social-démocrate classique: le travail salarié s'organise politiquement pour prendre le pouvoir puis, après l'"insurrection", commence à se nier, il n'y a pas seulement une conception purement "politique" du processus révolutionnaire et une incompréhension de la nature sociale de la révolution (dont la politique est un moment), il y a aussi une conception purement nationale de la révolution. Dès qu'on considère la révolution mondiale comme une guerre civile sociale et militaire, la séparation rigide et abstraite qu'on effectue "avant" et "après" l'"insurrection" s'évanouit. Le prolétariat impose sa dictature dans un ou plusieurs pays, une ou plusieurs régions, se trouve confronté à l'organisation de la production, de la répartition, de la guerre, qu'il doit effectuer de façon communiste, lesquels rapports communistes embryonnaires étouffent dans le cadre local et sont en butte à la contre-révolution, ce qui mène à la nécessité de l'extension militaire de la révolution, laquelle permet le développement du mouvement communiste, etc. Ainsi l'internationalisme n'est pas une idée, un idéal, pour le prolétariat, il est un besoin qui découle de la nature même de son mouvement social. Le "danger" n'est pas que la révolution devienne sociale! Il est qu'elle ne devienne pas assez sociale pour acquérir une force militaire invincible fondée sur l'unité matérielle de la classe-pour-soi, débarrassée de la fragmentation marchande. Au lieu de faire de l'ironie sur nos termes "philosophiques", que les camarades "concrets" nous expliquent comment l'organisation politique du travail salarié pourrait mener à bien une guerre civile mondiale. Une fois la guerre civile finie à l'échelle mondiale, alors débarrassé des tâches militaires, le mouvement social trouve sa piste d'élan propre, son terrain de plein épanouissement: la planète et l'humanité.

LE PASSAGE DES LUTTES REVENDICATIVES DE LA CLASSE-POUR-LE-CAPITAL AUX SURGISSEMENTS REVOLUTIONNAIRES DE LA CLASSE-POUR-SOI

Définir la classe ouvrière seule-

ment comme le mouvement de la classe-pour-soi sans montrer le processus qui forge la possibilité du surgissement de ce mouvement serait transformer le prolétariat en une idée. Nous avons essayé de montrer, dans l'article sur la Grande-Bretagne (RI n°8), quelle était la nature de ce processus: les ouvriers tentent de se défendre comme classe-pour-le-capital et devant l'échec des luttes salariales sont contraints de surgir comme classe-pour-soi. Puisqu'on a préféré nous chercher des poux dans la tête et caricaturer notre position en s'appuyant sur des formulations floues et maladroitement au lieu de chercher à comprendre le problème que nous posions, voici quelques précisions.

A.- Le processus de maturation de la conscience à travers l'échec des luttes revendicatives n'est pas purement subjectif. Il est alimenté par le développement de la crise et par la nécessité matérielle de lutter autrement qui s'accumulent. Bien que cette maturation puisse sécréter des petits groupes d'ouvriers radicaux, annonciateurs des surgissements futurs, elle est essentiellement silencieuse et inconsciente ou préconsciente. Le processus n'est pas, comme on a voulu complaisamment nous le faire dire: les ouvriers se rendent compte explicitement qu'ils ne peuvent plus lutter sur le terrain salarial et décident de surgir. Il est: l'accumulation des défaites contraint, à travers un enchevêtrement inextricable de dégradation matérielle et sociale, de besoins exacerbés et insatisfaits et de conscience diffuse et latente, le prolétariat à utiliser le seul moyen qui lui reste pour satisfaire ses besoins: l'affirmation de la classe-pour-soi. Cette affirmation se présente au début sous la forme de feux de paille brefs, mais tendra de plus en plus à dévoiler son contenu communiste. Dans la classe-pour-le-capital, la conscience du processus de maturation est encore embryonnaire, non développée, fragmentaire, partielle, et trouve son expression la plus avancée, et donc la plus explicite à ce moment, dans les fractions communistes, et son expression implicite, atomisée et plus hétérogène dans la désertion des syndicats, les grèves sauvages, la méfiance à l'égard du capital, le cynisme envers le patriotisme, etc.

B.- Quand nous disons que la classe s'unifie en dehors du terrain revendica-

tif, nous ne décrivons pas une forme précise de lutte, mais nous explicitons l'existence du processus. Un surgissement peut apparaître à partir de n'importe quoi: 2 centimes, 20 centimes, une répression policière, un accident du travail, une décision du gouvernement, un événement politique, le meurtre d'un ouvrier ou, comme cela arrive très souvent, rien du tout: une rumeur, un chef qui insulte un ouvrier, et même un mot d'ordre syndical. Ce qui caractérise le mouvement de la classe-pour-soi, ce n'est pas ce qui le déclenche, mais que ce qui le déclenche est secondaire, fortuit-- un véritable prétexte. Ce qui est frappant, c'est que même lorsqu'il subsiste une revendication, celle-ci passe à l'arrière-plan, et que l'énergie, l'"irréalisme", l'extension, les moyens mis en oeuvre n'ont aucune commune mesure avec la revendication. Ces surgissements sont inéquivoques et il faut être un bonze syndical ou un nostalgique du passé pour ne pas déceler leurs traits caractéristiques: ou bien il n'y a pas de revendication ou bien tout le monde se fout des "revendications"; ce n'est pas que les besoins matériels ne s'expriment pas, au contraire, la révolte sociale, générale, exprime la seule véritable nécessité matérielle que peut ressentir la classe en tant que classe face à la dégradation de toute la vie sociale, c'est-à-dire la transformation des rapports sociaux. Et la classe tente de répondre à ses besoins matériels de la seule façon possible à notre époque, en étendant la lutte, en dépassant la fragmentation de la classe-pour-le-capital, en "oubliant" le rapport salarié et en s'affirmant de manière révolutionnaire, c'est-à-dire: communiste.

C. - Pour ceux qui lisent de travers rappelons qu'il a déjà été indiqué ("Perspectives...", n° 7) qu'il ne faut pas considérer qu'il y aura un seul surgissement, mais bien des cycles: luttes revendicatives / défaite de la classe-pour-le-capital / exaspération-apathie / surgissements de la classe révolutionnaire / nouvelles tentatives de se défendre comme travail salarié / etc. Nous n'avons formulé aucun pronostic sur la forme précise le nombre et le rythme de ces cycles, car c'est impossible. Tout au plus pourrait-on avoir des hypothèses intuitives à ce sujet. Par contre, ce dont on ne nous fera pas départir, à moins de nous apporter des arguments sérieux, c'est de la discontinuité fondamentale, de la rupture entre classe-pour-le-ca-

-pital et classe-pour-soi, travail salarié et négation du travail salarié. Ce qui est commun, continu, qui fait le "pont" entre la fin d'un cycle de luttes revendicatives et le début du mouvement de la classe-pour-soi, ce qui, dans la négation, assure l'identité de la classe, c'est la position matérielle du noyau (grandes usines, etc.) de la classe-pour-le-capital et de la classe-pour-soi, qui est le même. C'est la continuité dans la négation.

D.- Le rôle des fractions qui se disent communistes au sein du prolétariat est d'indiquer la perspective de cette rupture en explicitant le processus de maturation silencieux au sein de la classe. Si les révolutionnaires ne le disent pas, qui le dira ? Ils n'ont pas l'illusion qu'ils pourraient avoir une influence très large tant que la classe elle-même n'a pas entamé un processus de dépassement des combats salariaux, mais ils font partie du mouvement de décantation, l'accélèrent dans la mesure de leurs moyens et, surtout, accomplissent sérieusement leur fonction spécifique, qui reste essentiellement d'indiquer et d'approfondir ce que le mouvement dans son ensemble sera contraint de faire. Même lorsque ce travail reste sur-

tout théorique, ils sont pratiquement, activement une partie intégrante du mouvement qui se déroule dans les cerveaux et la pratique de millions d'hommes. Ceux qui en douteraient exprimeraient simplement leur mauvaise conscience de ne pas faire ce travail. Quant à la question de savoir s'il faut intervenir plus ou moins, où, comment, est une question qu'il ne leur appartient pas de résoudre abstraitemment, mais que le mouvement leur impose. De même que le mouvement oblige tous les prolétaires à réfléchir à certains moments, à intervenir à d'autres, de même il impose aux révolutionnaires de doser leur activité "théorique" et "pratique" en fonction du moment de la lutte de classe. Là encore, les fractions communistes sont "coupées" de la classe lorsque celle-ci est coupée d'elle-même (division de la classe-pour-le-capital). Les "révolutionnaires" sont isolés des "ouvriers" parce que les ouvriers sont isolés les uns des autres. Les révolutionnaires sont contraints à un travail de réflexion, de maturation, d'intervention réduite, comme toutes les fractions de la classe. Ceux qui ne le comprennent pas sombrent dans l'activisme, le volontarisme et l'organisation artificielle.

COMMENT LE PROLETARIAT EST LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE

Notes critiques au sujet de l'article "Leçons de la lutte des ouvriers anglais"
paru dans le numéro 8 de "Révolution Internationale"

les confusions sur le problème

"La classe ouvrière est la classe révolutionnaire de notre époque." Un siècle et demi après son énoncé par Marx, cette idée continue de provoquer des réactions analogues à celles que la découverte de Copernic au XV^e siècle (c'est la terre qui tourne autour du soleil et non l'inverse) devait produire parmi les contemporains du savant polonais.

En effet, dans la vision bourgeoise du monde, la classe ouvrière apparaît comme une simple catégorie économique, formée d'individus ignorants, manquant totalement d'ambitions générales, soucieux surtout d'assurer leur médiocre bien-être individuel (ou familial) et pour cela, divisés par la concurrence en une vaste somme d'atomes épars. Dans sa version "moderniste" et totalitaire, cette vision peut aller jusqu'à reconnaître dans le prolétariat une certaine capacité à s'unifier, du moins partiellement, pour exiger de ses maîtres quelques améliorations de sa condition d'esclave.

Mais que cette masse d'ignares soit capable de mettre en question l'esclavage lui-même, qu'elle soit une classe ayant une mission historique et pas la plus modeste : débarrasser définitivement l'humanité de sa dépendance totale à l'égard de l'économie, voilà une idée qui dépasse autant qu'elle

l'irrite l'idéologue bourgeois.

Pour celui-ci, les idées révolutionnaires prolétariennes ne peuvent être que des rêveries utopiques d'intellectuels, de transtuges de la classe dominante, empêchés pour des raisons de divers ordres, de s'intégrer normalement dans la société, comme tout le monde. Quant aux surgissements révolutionnaires de la classe, phénomène rare mais indéniable, ils ne sont jamais pour la bourgeoisie et ses "penseurs" que le résultat de l'influence néfaste, extérieure au "monde du travail", de quelques agitateurs plus ou moins fanatiques, souvent "payés par l'étranger".

"La réalité est opaque", surtout pour les classes qui, ayant à justifier des privilèges injustifiables, ne peuvent l'analyser objectivement sans se dénoncer elles-mêmes. Mais dans une société de classes, "l'idéologie dominante est celle de la classe dominante", et la cécité de la bourgeoisie ne peut pas ne pas atteindre, d'une façon ou d'une autre, l'ensemble de la société.

Le mouvement révolutionnaire lui-même dont la pensée se définit en opposition à l'idéologie de la classe dominante, n'échappe pas toujours à cette pression permanente et omniprésente.

Le projet révolutionnaire repose

sur l'idée que les exploités du capital sont les seuls capables d'entreprendre et de mener à bout ce projet. Mais les vérifications éclatantes de ce postulat -- les surgissements révolutionnaires du prolétariat -- si bien ils ont marqué d'une empreinte profonde le déroulement de l'histoire du capitalisme, n'en sont pas moins demeurés des événements exceptionnels. Les quelques moments de lutte ouvertement révolutionnaire du prolétariat sont noyés dans des décennies d'apathie et de calme social plus ou moins relatif. Or, en temps de tranquillité sociale, la nature révolutionnaire de la classe apparaît de façon aussi peu évidente, aussi peu vérifiable de façon immédiate que la théorie de Copernic.

C'est pourquoi, paradoxalement, le postulat de base de la pensée révolutionnaire a connu souvent et continue dans beaucoup de cas à connaître des difficultés plus ou moins grandes pour être saisi dans toute sa complexité par les révolutionnaires eux-mêmes. C'est en effet bien souvent à partir de l'incompréhension de ce qui fait la nature révolutionnaire de la classe ouvrière, et du processus à travers lequel cette nature est amenée à s'exprimer, que se sont maintenues au sein du mouvement révolutionnaire, les principales insuffisances et que s'est développée la plupart des déviations.

Ainsi, les premiers socialistes de Babeuf à Fourier en passant par St Simon et Owen ne parviennent pas à comprendre quelle est la force révolutionnaire capable de réaliser les projets communistes dont ils ont pourtant donné les premières formulations.

Dans la pensée des socialistes "pré-marxistes", l'avènement de la nouvelle société apparaît comme le résultat du développement de l'idée de JUSTICE ou d'EGALITE. Ils conçoivent encore le mouvement de l'histoire comme le produit des triomphes et des défaites des IDEES. Aussi, pour la réalisation de leurs projets révolutionnaires, on les voit faire appel soit à l'ENSEMBLE DE LA SOCIETE, sans distinctions de classes, soit à la CLASSE DOMINANTE, car elle leur apparaît être la seule à en détenir les moyens matériels nécessaires, soit à l'ENSEMBLE DES MISEREUX DE LA SOCIETE, sans égard à leur position spécifique au sein des rapports sociaux de production.

Il faut attendre Marx et les mouvements de 1848 (premiers surgissements du prolétariat en tant que classe autonome sur la scène de l'histoire) pour qu'il devienne clair que la seule force révolutionnaire capable d'entreprendre le projet socialiste ne peut être constituée que par une CLASSE, c'est à dire une partie de la société définie PAR SA POSITION SPECIFIQUE AU SEIN DES RAPPORTS DE PRODUCTION ; et que cette classe ne peut être autre que la CLASSE OUVRIERE.

A la conception d'une humanité agissant sous la conduite de ses idéaux éternels et inexplicables, Marx oppose celle des sociétés divisées en classes économiques, et évoluant sous la pression des luttes économiques qui les opposent :

"L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes".

"De toutes les classes subsistant aujourd'hui en face de la bourgeoisie, le prolétariat seul forme une classe réellement révolutionnaire. Les autres dépérissent et s'éteignent devant la grande industrie, dont le prolétariat est le produit le plus propre".

Le prolétariat est une classe exploitée, mais toutes les classes exploitées ne sont pas le prolétariat, ni des classes révolutionnaires.

Mais comment cette classe divisée en individus concurrents, soumise et impuissante devant le capital, peut-elle devenir une classe unifiée, organisée, consciente et armée de la volonté de faire voler en éclats l'ancienne société ?

Marx répond :

"Le prolétariat passe par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même".
(Le Manifeste).

"La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La con-

"currence les divisé d'intérêts. Mais
 "le maintien du salaire, cet intérêt
 "commun qu'ils ont contre leur maître
 "les réunit dans une même pensée de
 "résistance --coalition. Ainsi, la
 "coalition a toujours un double but,
 "celui de faire cesser entre eux la
 "concurrence pour pouvoir faire une
 "concurrence générale au capitaliste.
 "Si le premier but de la résistance
 "n'a été que la maintien des salai-
 "res, à mesure que les capitalistes
 "à leur tour se réunissent dans une
 "pensée de répression, les coalitions,
 "d'abord isolées, se forment en grou-
 "pes, et en face du capital toujours
 "réuni, le maintien de l'association
 "devient plus important pour eux que
 "celui du salaire. (...) Les condi-
 "tions économiques avaient d'abord
 "transformé la masse du pays en tra-
 "vailleurs. La domination du capital
 "a créé à cette masse une situation
 "commune, des intérêts communs. Ain-
 "si, cette masse est déjà une clas-
 "se vis-à-vis du capital, mais pas
 "encore pour elle-même. Dans la lut-
 "te, dont nous n'avons signalé que
 "quelques phases, cette masse se réu-
 "nit, elle se constitue en classe
 "pour elle-même. Les intérêts qu'el-
 "le défend deviennent des intérêts de
 "classe. (...) L'antagonisme entre le
 "prolétariat et la bourgeoisie est
 "une lutte de classe à classe, lutte
 "qui portée à sa plus haute expres-
 "sion, est une révolution totale".
 (Misère de la Philosophie).

Plusieurs points sont à dégager de
 cette vision :

1°) Contrairement aux élucubrations
 "innovatrices" de toutes sortes de philoso-
 phes et autres commentateurs de l'histoire,
 la "révolution totale" n'est pas le produit
 de "nouveaux" conflits historiques ("con-
 flits de générations", "conflits de civili-
 sation", etc.) La révolution socialiste n'
 est en fait que "la plus haute expression"
 du vieil antagonisme entre le prolétariat
 et la bourgeoisie, qui divise depuis ses
 débuts la société capitaliste.

2°) Contrairement à ce que certains
 "marxistes"-nouveau style ont prétendu, il
 n'y a pas d'une part une classe exploitée,

salariée, divisée et soumise au capital :
 la CLASSE OUVRIERE, et d'autre part, une
 classe révolutionnaire, consciente, uni-
 fiée, etc. : le PROLETARIAT. Prolétariat
 et classe ouvrière sont deux termes synony-
 mes qui désignent une MEME CLASSE, un MEME
 ETRE SOCIAL.

3°) Le processus à travers lequel
 la classe ouvrière s'élève à la hauteur de
 sa tâche historique n'est pas un processus
 distinct, EXTERIEUR à sa lutte économique
 quotidienne contre le capital. C'est au
 contraire dans ce conflit et à travers lui
 que la classe salariée forge les armes de
 son combat révolutionnaire.

On interprète souvent la fameuse
 phrase de Marx : "le prolétariat est révo-
 lutionnaire ou il n'est rien", dans le sens :
 tant que le prolétariat ne lutte pas de fa-
 çon révolutionnaire, il n'est rien. C'est
 en fait l'inverse qui se dégage de la con-
 ception marxiste. Parlant des "socialistes
 féodaux" dans le Manifeste Communiste, Marx
 écrivait :

"Ce qu'ils reprochent aux bourgeois,
 "ce n'est pas tellement le simple
 "fait d'avoir créé un prolétariat,
 "mais de l'avoir créé révolution-
 "naire."

Le prolétariat est révolutionnaire
 DES sa naissance. Son être est incompréhen-
 sible en dehors de son être révolutionnai-
 re. Toute conception qui décrit la classe
 ouvrière sans comprendre son essence révolu-
 tionnaire, toute vision qui s'arrête uni-
 quement à l'apparence d'une classe divisée,
 soumise, intégrée au capital sans déceler
 ce qu'il y a en elle de REVOLUTIONNAIRE à
 chaque instant de son existence, est une
 conception qui ne décrit rien.

Aussi creuse est la vision inverse
 qui conçoit un prolétariat révolutionnaire
 distinct de la classe exploitée, séparé de
 la classe économique qui s'affronte en per-
 manence au capital.

La difficulté du problème réside
 justement dans la compréhension de cette
 double nature du prolétariat : la spécifi-
 cité historique du prolétariat est d'être
 la première classe de l'histoire à être
 simultanément CLASSE REVOLUTIONNAIRE et

CLASSE EXPLOITEE. Dans ses luttes, c'est tantôt un aspect de la classe qui prime, tantôt l'autre. Mais jamais aucun de ces aspects ne DISPARAIT totalement au profit de l'autre.

L'incompréhension de cette double nature permanente des luttes de la classe ouvrière est à la source de deux erreurs symétriques, mais qui sont aussi contraires l'une que l'autre à la pensée révolutionnaire.

La première de ces déviations est celle qui consiste à ne comprendre les luttes prolétariennes que comme des luttes purement "économiques", purement salariales. Niant leur caractère de lutte contre le système, cette conception ne voit dans le combat du prolétariat que des luttes pour s'aménager une place dans le système. C'est cette déviation qui donne naissance à des courants comme l'ouvriérisme, certaines formes d'anarchisme, et surtout au réformisme. La formule de Bernstein, le grand théoricien du réformisme, résume assez bien le contenu de cette déformation : "Le mouvement est tout, le but n'est rien."

De son vivant, Marx dénonçait déjà ces déformations. Ainsi écrivait-il à propos des syndicats de son époque :

"Les syndicats agissent utilement
"comme centres de résistance aux
"empiètements du capital. Ils
"échouent en partie quand ils font
"un usage peu judicieux de leur puis-
"sance. Ils échouent entièrement,
"quand ils se livrent à une simple
"guerrilla contre les effets du sys-
"tème actuel, au lieu d'essayer dans
"le même temps de le changer, au lieu
"de se faire un levier de toutes leurs
"forces organisées, pour l'émancipa-
"tion finale de la classe ouvrière,
"c'est-à-dire pour abolir enfin le sa-
"lariat."

(Salaire, prix et profit)

La deuxième forme de déviation, symétrique de la première, part de la même incompréhension. Ne comprenant toujours pas ce qu'il y a de révolutionnaire dans les luttes immédiates de la classe ouvrière pour la défense de ses conditions de vie, cette vision les considère comme des luttes totalement intégrées au système, relevant de la propre logique de celui-ci, le marchandage

et par conséquent, n'ayant aucune possibilité d'engendrer par elles-mêmes, (encore moins de porter en elles), les germes de luttes révolutionnaires contre le système.

La forme la plus grossière de cette pensée est celle définie par Proudhon. Celui-ci considère tout simplement que les grèves de tous genres sont néfastes pour les travailleurs, car elles les enferment dans leur situation de salariés, d'esclaves du capital. Il préconise en opposition, la formation de coopératives dans lesquelles les travailleurs lutteront d'emblée sur un autre terrain, le terrain révolutionnaire, en s'attachant dès le début à la réalisation des nouveaux rapports de production. Dans Misère de la Philosophie, Marx montre le caractère parfaitement réactionnaire de cette vision qui n'aboutit qu'à préconiser la même chose que les plus crapuleux des économistes du capital :

"Les économistes veulent que les ou-
"vriers restent dans la société tel-
"le qu'elle est formée et telle qu'
"ils l'ont consignée et scellée dans
"leurs manuels. Les socialistes
"(à la Proudhon) veulent qu'ils
"laissent là la société ancienne,
"pour pouvoir mieux entrer dans la
"société nouvelle qu'ils leur ont
"préparée avec tant de prévoyance."

Marx dénonce dans les mêmes pages le "dédain transcendantal" qu'affichent ces mêmes "socialistes", "quand il s'agit de rendre un compte exact des grèves, des coalitions et des autres formes dans lesquelles les prolétaires effectuent devant nos yeux leur organisation comme classe."

Cette déviation qui pourrait être résumée par la formule inverse à celle qui synthétise la première : "Le but est tout, le mouvement n'est rien", a connu un regain certain --quoique sous des formes généralement moins grossières que celles de Proudhon-- avec le mouvement étudiant, en particulier en Mai 68. L'expérience de la grève générale de Mai 68 qui vit 10 millions de travailleurs rester enfermés dans leurs usines, sans jamais parvenir à briser véritablement le carcan syndical, qui vit les syndicats développer avec succès la méfiance la plus totale envers toute idée de donner aux luttes un contenu EXPLICITEMENT révolutionnaire, développa dans le milieu étu-

diant révolté ce "dédain transcendantal" dont Marx parlait.

Ce dédain précipita les contestataires "déçus par le prolétariat" dans deux types d'aberrations contre-révolutionnaires. L'une consista à préconiser la construction de communautés où l'on pourrait commencer à bâtir un nouveau genre de rapports humains et matériels. Les utopistes pré-marxistes furent remis à la mode, et on se plongea dans les théories d'enfance du prolétariat, convaincu qu'on dépassait enfin les vieilleries de Marx. L'autre branche des déçus découvrit les pires morceaux du Lénine de "Que Faire ?" et conclut que si tout ce mouvement avait été si décevant, c'était uniquement parce qu'il n'y avait pas eu un parti léniniste bien solide, "capable d'encadrer les masses". Ils se jetèrent donc dans la "construction du parti révolutionnaire", prêts à tout faire, syndicalisme, parlementarisme, frontisme, nationalisme, etc., pour gagner la confiance de ces masses de moutons "trade-unionistes" qui, laissées à elles-mêmes, ne pouvaient que suivre docilement les bureaucraties staliniennes et réformistes.

Ainsi, lorsqu'après 50 ans de contre-révolution triomphante, la classe ouvrière surgit à nouveau sur la scène de l'histoire, pour annoncer une nouvelle vague révolutionnaire mondiale, les idées qui concernent sa nature révolutionnaire et le processus de la formation de sa volonté révolutionnaire, connaissent le plus grand mal à se dégager du poids de l'image d'un prolétariat apathique pendant cinq décennies et dont certains, tel Marcuse, avaient fini par se demander s'il existait encore.

Faire la critique des visions réformistes sans tomber dans les aberrations utopistes ; critiquer les utopies contestataires sans tomber dans un néo-syndicalisme ; affirmer la nécessité des luttes immédiates de la classe et de leur développement sans tomber dans la vision social-démocrate ; défendre l'idée que les luttes revendicatives du prolétariat ne peuvent plus aboutir, l'époque actuelle à des conquêtes réelles sans pour cela les négliger ou sous-estimer leur importance primordiale, BREF MONTRER QUE LE BUT ET LE MOUVEMENT SONT, POUR LE PROLETARIAT, INDISSOLUBLEMENT LIES TOUT AU LONG DE SA LUTTE HISTORIQUE, telle est la tâche à laquelle se trouvent confrontés au-

jourd'hui les révolutionnaires.

ooOoo

L'article : "Leçons de la lutte des ouvriers anglais", paru dans le n°8 de Révolution Internationale s'est attaqué, dans sa dernière partie, à cette tâche. Malheureusement, le but n'est pas atteint : dès le départ, le problème est mal posé, et, en conséquence, les réponses ne peuvent aboutir qu'à des aberrations, ou, au mieux, à des tautologies.

En effet, la question du processus révolutionnaire est abordée ainsi : COMMENT la classe passe-t-elle des luttés revendicatives aux luttes révolutionnaires, et suppose d'avance qu'il y a, entre ces deux types de lutte, une NEGATION des premières au profit des secondes.

"Il n'y a pas d'acquis révolutionnaires" dans la société capitaliste. Il n'y a pas de petits embryons de révolution dans chaque lutte, qui grandiraient, fusionneraient jusqu'au moment où la classe se serait assez puissante pour faire la révolution. De même que la "classe révolutionnaire est la NEGATION EN MOUVEMENT de la CLASSE-POUR-LE-CAPITAL, de même la lutte révolutionnaire est la négation de la lutte revendicative. Les luttes revendicatives ne deviennent pas révolutionnaires ; c'est la classe qui, EN DEPASSANT ET EN NIANT "SA LUTTE IMMEDIATE, devient révolutionnaire".

(R.I. n°8, page 8 ; majuscules : souligné par nous.)

Etant donné qu'il n'y a jamais eu de lutte révolutionnaire du prolétariat qui n'ait été en même temps lutte REVENDICATIVE, l'auteur de l'article se trouve d'emblée contraint d'abandonner toute référence à l'expérience historique du prolétariat : "Il n'y a pas d'acquis révolutionnaires dans la société capitaliste".

Du fait de ces postulats, toute référence à la pratique concrète de la classe devient impossible. Voyons comment est alors expliqué le processus révolution-

naire :

"Les travailleurs tentent de lutter
 "en tant que classe-pour-le-capital
 "(par catégories, usines, branches,
 "de façon concurrente à l'image de la
 "concurrence capitaliste, pour négocier le prix de la force de travail).
 "Mais leur rapport au capital (leur
 "division, leur soumission, leur acceptation de n'être que du travail
 "salaarié) entre en contradiction avec leur propre mouvement et devient
 "intenable. C'est alors que la classe
 "doit commencer à se poser comme négation de son rapport avec le capital, donc non plus comme une catégorie économique, mais comme CLASSE-
 "POUR-SOI. Elle brise alors les divisions qui sont propres à son état
 "antérieur et se présente non plus comme somme de travailleurs salariés
 "mais comme un mouvement d'affirmation autonome, c'est-à-dire de né-
 "gation de ce qu'elle était auparavant. Ce n'est pas le travail salarié qui s'affronte alors au capital,
 "mais le travail salarié en train de
 "devenir autre chose, de se dissoudre. L'affirmation du prolétariat
 "n'est que ce mouvement de négation"
 (R.I. n°8, page 7).

Le lecteur se trouve dès lors plongé dans un fatras philosophique, d'autant plus abstrait et confus qu'il se refuse toute référence concrète à la pratique. "Négation en mouvement", "mouvement de négation", "se poser comme négation", "mouvement d'affirmation autonome", "classé-pour-le-capital", "classe-pour-soi", "le travail salarié en train de devenir autre chose", tels sont les termes qui servent à décrire le PROCES-SUS REVOLUTIONNAIRE ! Devant tout ce langage aussi obscur que prétentieux, comment ne pas rappeler ces mots de Rosa Luxemburg :

"Quiconque pense clairement et maîtrise lui-même à fond ce dont il parle, s'exprime clairement et de manière compréhensible. Quiconque s'exprime de façon obscure et prétentieuse, alors qu'il ne s'agit ni de pures idées philosophiques, ni des élucubrations de la mystique religieuse, montre seulement qu'il ne voit pas clair lui-même ou qu'il a de bonnes raisons pour éviter la

"clarté". (Introduction à l'économie politique, 10/18, page 29)

Mais puisque c'est ce langage qui nous est offert, nous tenterons, avec toute la patience nécessaire, d'en déceler le contenu.

Commençons donc par le point qui apparaît le plus fondamental et le plus clair dans les termes, les lutttes revendicatives et les lutttes révolutionnaires.

lutttes revendicatives et lutttes révolutionnaires

Revendiquer, c'est demander, exiger son dû. Une lutte est revendicative dans la mesure où son but est donc de demander, d'exiger de quelqu'un quelque chose. Elle implique par conséquent la reconnaissance du pouvoir de celui qui est en mesure de répondre à ses demandes, ses exigences.

Une lutte révolutionnaire par contre, s'attache à bouleverser, à détruire un état de choses, un pouvoir. Dans ce cas, loin de reconnaître un pouvoir à quiconque, on met en question ce pouvoir lui-même.

Il y a, par conséquent, quelque chose de profondément différent entre ces deux types de lutte, un changement qualitatif dans le contenu d'une lutte qui cesse d'être revendicative pour devenir révolutionnaire. Rien ne semble alors plus naturel, au niveau de la logique simpliste des syllogismes, que d'affirmer : les lutttes révolutionnaires sont donc une négation des lutttes revendicatives. On ne peut tout de même pas mettre en question en même temps le pouvoir de quelqu'un et en même temps, accepter de revendiquer quelque chose de lui, puisque cette dernière attitude implique, par définition, la reconnaissance de ce pouvoir.

Le seul problème, c'est que l'histoire du mouvement ouvrier refuse obstinément de se plier à une telle logique simpliste. L'histoire des lutttes révolutionnaires du prolétariat est celle de ses lutttes revendicatives. Bien des lutttes revendicatives n'ont été révolutionnaires que potentiellement, mais il n'y a pas une lut-

te révolutionnaire qui n'ait été SIMULTANEMENT une lutte revendicative.

LES LUTTES REVENDICATIVES SONT TOUJOURS POTENTIELLEMENT DES LUTTES REVOLUTIONNAIRES.

Nous l'avons montré, pour le marxisme, il n'y a pas de lutte prolétarienne qui soit purement économique, purement revendicative. Même dans la plus petite grève prolétarienne, il y a POTENTIELLEMENT une lutte politique, révolutionnaire. Qu'une grève se heurte à une résistance trop forte du patronat local, qu'elle soit contrainte d'affronter l'appareil de répression de l'Etat, sous une forme ou sous une autre, et elle se transforme en une contestation du pouvoir. Elle prend un caractère de lutte révolutionnaire. Si les éclats révolutionnaires du prolétariat ont si souvent surpris l'ensemble de la société, les révolutionnaires y compris, c'est justement parce que leur origine réside, la plupart du temps, dans des grèves, des luttes économiques qu'on avait crues parfaitement conformistes et intégrées à la légalité.

Cette potentialité révolutionnaire des luttes revendicatives de la classe existe déjà dans la phase ascendante du capitalisme. Alors même que le capital connaît sa grande phase de richesse et d'expansion, alors même qu'il peut se permettre d'accorder des réformes et des améliorations réelles à la classe ouvrière, sans que pour cela son économie soit ébranlée, les "débordements" révolutionnaires des luttes revendicatives marquent régulièrement les rues des villes industrielles du sang des ouvriers et des soldats du capital.

Lorsque le capital entre dans sa phase de décadence, scellant dans l'inflation et les cadences infernales la fin du réformisme, cette potentialité ne peut que se trouver renforcée. (D'où la création par le capital d'un appareil permanent d'encadrement de la classe ouvrière au service de l'Etat : les syndicats ; et la multiplication d'une nouvelle forme de débordements révolutionnaires : les grèves sauvages).

Plus le capitalisme s'enfonce dans sa décadence, et plus la phrase de Lénine devient actuelle : "Derrière toute grève se dresse l'hydre de la révolution".

LES LUTTES REVOLUTIONNAIRES SONT DES LUTTES REVENDICATIVES.

Si la plupart des luttes du prolétariat n'a pas pu dépasser le cadre purement revendicatif, si elles n'ont été révolutionnaires que potentiellement, on ne trouvera, par contre, dans le mouvement ouvrier, pas une seule lutte révolutionnaire prolétarienne qui n'ait été simultanément revendicative. Et comment pourrait-il en être autrement, puisqu'il s'agit de la lutte révolutionnaire d'une classe, donc d'un ensemble d'hommes ECONOMIQUEMENT DETERMINES, UNIS PAR LEUR SITUATION MATERIELLE COMMUNE ?

Il suffit de constater que les principaux mouvements révolutionnaires prolétariens ont été provoqués par la misère et le désespoir engendrés par des défaites militaires pour comprendre à quel point les luttes révolutionnaires, loin d'être conditionnées par la NEGATION des luttes revendicatives, sont au contraire LA FORME LA PLUS AIGUE, "LA PLUS HAUTE EXPRESSION" des luttes revendicatives.

La comparaison du mouvement révolutionnaire de 1917 en Russie avec celui du prolétariat allemand en 1918-19, est éloquent à cet égard. Dans les deux cas, le prolétariat se lance dans des luttes révolutionnaires poussé par la misère économique et sociale que provoquent les défaites militaires. Dans les deux cas, le mouvement s'unifie et se renforce à travers la lutte pour une REVENDEICATION : la paix. Certes, une telle revendication, du fait de son caractère général possède toutes les qualités pour porter immédiatement la lutte sur un terrain révolutionnaire. Mais en elle-même, elle est tout aussi REVENDEICATIVE qu'une lutte pour des augmentations de salaires. Comme toute lutte revendicative, elle implique la reconnaissance du pouvoir de qui on exige une réponse. La bourgeoisie russe ne l'accorde pas : le prolétariat russe sera contraint, pour l'obtenir, de pousser son combat jusqu'à la destruction de l'Etat. Mais en Allemagne, le capital signe la paix sous la menace d'une effervescence révolutionnaire qui gagne tout le pays, et le mouvement révolutionnaire s'en ressent immédiatement.

En privant le mouvement de sa principale REVENDICATION, la bourgeoisie le prive de sa plus grande force UNIFICATRICE. Deux mois plus tard, elle peut le provoquer froidement dans un combat mortel, sûre de sa victoire. C'est le massacre de la Commune de Berlin en Janvier 1919. La classe ne parvient plus à retrouver son unité. Toute une partie du prolétariat n'a plus qu'un souci en rentrant du front : jouir de la paix. Les corps francs de Noské pourront massacrer les travailleurs combattifs, ville par ville, sans se heurter à une véritable résistance unitaire.

Ceux qui parlent pompeusement des luttes révolutionnaires du prolétariat, sans comprendre ce qu'il y a de fondamentalement et inévitablement revendicatif en elles ne savent pas de quoi ils parlent.

Prenons encore un exemple concret : les luttes des ouvriers polonais, en décembre 1970, dans les chantiers de la Baltique. La lutte est déclenchée par les mesures de hausse des prix décidées par le gouvernement de Gomulka. Elle part donc d'une base "on ne peut plus" revendicative, et concerne bel et bien la classe ouvrière comme travail salarié : il s'agit de réagir contre une baisse de la valeur que paie le capital polonais pour la force de travail des ouvriers. Au cours de la lutte, les ouvriers sont amenés à affronter directement dans un combat sanglant les milices du gouvernement, ils mettent le feu au local du parti gouvernemental, ils s'organisent en conseils au sein de l'usine et tentent par tous les moyens de généraliser le mouvement. Simultanément, on s'apprête à négocier avec les insurgés, et Gierek viendra le faire personnellement. S'agit-il d'une lutte révolutionnaire (on affronte l'Etat en tentant de généraliser le mouvement) ou d'une lutte revendicative (on négocie avec le capital le prix de la marchandise, force de travail) ? Les ouvriers polonais ont-ils "nié" leur lutte revendicative pour s'attaquer à l'Etat. Ou bien se sont-ils attaqués à l'Etat parce que leur lutte revendicative les y amenait naturellement ?

La réponse est la même que pour toutes les luttes révolutionnaires du prolétariat : c'est une lutte qui est SIMULTANEMENT revendicative et révolutionnaire. L'action revendicative, de résistance vis-à-vis de

l'exploitation du capital est le soutien et le moteur de l'action révolutionnaire que la classe entreprend. Ce qui distingue Gdansk d'une grève locale, sans affrontement violent avec l'Etat, ce n'est pas qu'elle ait cessé d'être revendicative, ni d'être l'oeuvre des travailleurs salariés du capital, ni qu'elle ait commencé à transformer effectivement les rapports de production capitalistes en de nouveaux rapports. Le "travail salarié" n'est pas "en train de se dissoudre" dans la négociation avec Gierek. Ce qui fait la spécificité de la lutte de Gdansk, c'est qu'elle a été amenée à avoir recours à des moyens de lutte POLITIQUES beaucoup plus importants que ceux qu'utilise une grève isolée qui n'affronte l'Etat que sous la forme d'un ou deux flics chargés d'empêcher la formation de piquets de grève, ou encore sous la forme d'un syndicat qui boycotte la lutte.

Plus une lutte revendicative est contrainte d'utiliser des moyens politiques de lutte et plus elle prend un caractère de lutte révolutionnaire. Mais elle ne perd pas pour autant son caractère de lutte revendicative.

On peut encore poser la question suivante : au lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat, lorsque le pouvoir politique du capital est détruit, peut-on encore parler de luttes revendicatives ? Les luttes que le prolétariat doit mener au cours de la période de sa dictature ne sont-elles pas des luttes purement révolutionnaires ?

L'histoire de la révolution russe (seul exemple de prise de pouvoir par le prolétariat dont nous disposons) montre qu'après octobre 1917, il y a encore des grèves ouvrières, même au cours de l'année 1917. Elle montre aussi que l'action révolutionnaire du prolétariat russe après la prise du pouvoir est loin de perdre toutes ses motivations économiques et revendicatives. Nous montrerons dans la partie consacrée à la "dissolution du travail salarié" qu'il ne s'agit nullement, dans le cas russe, d'un phénomène exceptionnel lié à la particularité de l'exemple historique.

Tant que le prolétariat existe comme classe, sa lutte révolutionnaire garde inévitablement un caractère de lutte éco-

nomique revendicative.

On peut discuter sur la rapidité et les mécanismes avec lesquels ce caractère sera appelé à disparaître au fur et à mesure que s'étendra sur la planète la dictature du prolétariat. Mais ignorer ou nier l'importance et la permanence du caractère revendicatif des luttes révolutionnaires prolétariennes qui aboutissent à la prise du pouvoir, comme le fait Hembé dans son article, c'est s'interdire d'avance toute compréhension du processus révolutionnaire.

classe en soi - classe pour soi

Le corollaire de l'idée selon laquelle le développement des luttes révolutionnaires présuppose la négation des luttes revendicatives, est que la classe ouvrière doit, pour se hisser à sa tâche révolutionnaire, "commencer par se poser comme négation de son rapport avec le capital, donc non plus comme catégorie économique, mais comme CLASSE-POUR-SOI".

L'idée que la classe ouvrière doit "se poser comme négation de son rapport avec le capital" pour pouvoir entreprendre la lutte révolutionnaire, peut être interprétée de deux façons selon le niveau auquel on raisonne. Dans un cas, elle correspond à une tautologie, dans l'autre à une aberration.

En effet, si nous raisonnons au niveau de la volonté, du désir conscient des ouvriers en lutte, on aboutit à la lapalissade suivante : pour que les travailleurs pensent en révolutionnaires, c'est-à-dire pour qu'ils désirent consciemment la destruction du pouvoir du capital et donc du rapport d'exploitation qui les lie au capital, il faut qu'ils désirent consciemment la négation de leur rapport avec le capital.

ce n'est évidemment pas faux, mais cela ne nous éclaire guère quant au processus concret à travers lequel se forge cette volonté et cette conscience révolutionnaires !

Si nous raisonnons au niveau de la réalité concrète des luttes ouvrières, nous débouchons alors sur l'aberration suivante :

pour que la classe ouvrière puisse lutter contre le capital, il faut d'abord qu'elle se nie comme classe ouvrière ; ou bien, en d'autres termes, pour que la classe existe face au capital, afin de le combattre de façon révolutionnaire, il faut qu'elle commence par disparaître.

Ceci peut apparaître comme une interprétation "forcée" du texte et quelque peu "tirée par les cheveux", mais c'est pourtant bel et bien ce qui en ressort le plus nettement. On nous explique en effet bien clairement que lorsque la classe s'affronte au capital, elle "ne se pose pas comme catégorie économique", elle ne se présente plus comme une "somme de travailleurs salariés". Or, qu'est-ce qu'une classe, si ce n'est une "catégorie économique" déterminée ; et qu'est-ce que la classe ouvrière si ce n'est "une somme de travailleurs salariés" ? Est-ce que le fait de désirer consciemment la fin du travail salarié fait apparaître d'emblée la classe ouvrière en tant que somme de travailleurs salariés ? L'abolition du salariat se résumerait-elle à une affaire d'"auto-suggestion" des travailleurs ?

Si dans sa lutte contre l'Etat capitaliste, la classe ouvrière ne se présente pas comme une somme de travailleurs salariés, exploités par le capital, comment peut-elle donc bien "se présenter" ? Hembé répond : "elle se pose comme CLASSE-POUR-SOI", "elle se présente comme un mouvement d'affirmation autonome, c'est-à-dire de négation de ce qu'elle était auparavant". Qu'est-ce donc que ce "mouvement d'affirmation autonome", autonome par rapport à quoi ? Par rapport au capital ? Mais le capital peut-il exister en dehors et indépendamment du salariat, de l'exploitation ? Si le capital existe, le salariat demeure, et la classe exploitée est une classe salariée. De même que le capital en tant que rapport social ne peut être défini en dehors de la classe ouvrière, de même la classe ouvrière ne peut s'affirmer si ce n'est en OPPOSITION, en LUTTE CONTRE le capital. Parler d'"affirmation autonome de la classe", c'est se contredire dans les termes. Une classe est une PARITE DE LA SOCIETE. Son affirmation ne peut donc se faire que par rapport A UNE AUTRE PARTIE DE LA SOCIETE. Et comme nous le verrons, dans le meilleur des cas, cette AUTRE PARTIE ne DISPARAIT PAS, mais se confond avec le RESTE DE LA SOCIETE.

Mais peut-être pourrions-nous déceler quelque chose de plus sérieux et de plus réel dans l'autre affirmation qui nous est proposée : la classe ouvrière "se pose comme classe-pour-soi" ?

Mais ici encore on joue avec les mots, car, pour les marxistes et contrairement à ce que l'on prétend dans l'article, le concept de "CLASSE-POUR-SOI" ne correspond en rien à une "négarion" de la "classe-en-soi", de la classe en tant que "catégorie économique", de la "classe vis-à-vis du capital" .

Rappelons donc d'abord le sens que donne Marx aux termes de "classe vis-à-vis du capital" et de "classe-pour-soi". Telle qu'il la définit, la classe ouvrière est au départ "une foule de gens inconnus les uns aux autres", une masse de personnes "divisées d'intérêts par la concurrence". La seule chose que toute cette masse de travailleurs indifférents les uns aux autres a de commun, c'est le fait qu'ils sont tous sous la domination directe du capital à travers le salariat. Les individus qui constituent cette classe n'ont pas, en tant que tels, encore conscience d'appartenir à cette même classe, ayant des intérêts propres : la classe n'existe pas encore pour elle-même, mais elle existe cependant en-soi, vis-à-vis du capital. En effet, pour le capital qui crée des quartiers ouvriers, des services sociaux pour ouvriers ou des appareils de répression "ad hoc", cette classe existe déjà bel et bien.

"La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi, cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même".

La classe qui commence à exister "pour-soi", pour elle-même, n'est rien d'autre que cette même classe prenant conscience de son existence, des intérêts communs qui la caractérisent face au reste de la société et d'abord face au capital. Cette conscience n'est pas le fruit d'une inspiration divine, ni de la toute-puissance d'un parti politique éclairé, mais des LUTTES qu'elle est contrainte de mener contre le capital pour ses conditions matérielles de subsistance :

"Dans la lutte, (...), cette masse se

"réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe".

La classe qui existe "pour-soi", loin d'être une classe qui "se nie" en tant que classe existant "vis-à-vis du capital" ou en tant que "catégorie économique", est bien au contraire une classe économique en train de prendre conscience de son existence comme telle. Elle ne nie pas sa nature de classe économique face au capital, elle l'assume.

Le fait que la lutte révolutionnaire de cette classe, devenue consciente de ses intérêts historiques face au capital aboutisse inévitablement à la destruction du capital lui-même, à la dissolution de toutes les classes, et par là-même à sa propre dissolution, N'IMPLIQUE EN RIEN qu'elle doive se nier pour pouvoir s'affronter au capital, au contraire. Sa dissolution comme classe n'est pas le point de départ de sa lutte, mais son aboutissement, le résultat final.

Comme nous le verrons plus loin, concrètement, si le prolétariat est amené à disparaître comme classe, ce n'est pas parce qu'il se "nie" face aux autres classes, mais au contraire parce qu'IL S'AFFIRME de telle façon qu'il est contraint de GENERALISER SA CONDITION ECONOMIQUE A TOUTE LA SOCIETE.

ooOoo

Qu'on ne vienne pas nous dire que notre référence à Marx pour définir la "classe-pour-soi" est inappropriée aux problèmes du mouvement ouvrier de notre époque (de par l'impossibilité du réformisme, l'impossibilité pour le prolétariat de se donner des organisations de lutte économique PERMANENTES)

Il est vrai que le mouvement ouvrier que Marx a sous les yeux a encore la possibilité de mener à bien des luttes réformistes, de former des organisations économiques permanentes au sein de la société capitaliste. Il est vrai qu'au cours de cette période historique, la classe ouvrière

re a la possibilité d'exister pour elle-même à travers ses syndicats, ses partis politiques, sans pour cela être contrainte d'affronter immédiatement l'Etat capitaliste dans un combat révolutionnaire : le capital est suffisamment riche, et les marchés suffisamment nombreux pour son expansion, pour que le système puisse permettre cet aménagement des conditions de vie de la classe ouvrière.

Il est tout aussi vrai que ces conditions disparaissent en période de déclin du capitalisme. Les ouvriers ne peuvent plus prendre conscience de leur existence comme classe qu'AU COURS DES LUTTES ELLES-MEMES. (Surgissement de la classe pour elle-même). Le prolétariat ne peut plus se donner d'organisations économiques ou de partis politiques de façon PERMANENTE au sein de la société : toute organisation ouvrière unitaire qui tente de le faire est contrainte soit de se transformer en soviet révolutionnaire --ce qui n'est possible qu'en période révolutionnaire--, soit de se laisser happer par l'Etat capitaliste et intégrer par lui.

Dans la période de décadence capitaliste, les syndicats sont devenus des organes de l'Etat au sein de la classe ouvrière. Leur tâche n'est pas --comme le prétendent tous les gouvernements du monde-- d'organiser la classe en tant que catégorie économique, mais d'EMPECHER QUE DE TELLES ORGANISATIONS NE SURGISSENT. L'idée que les syndicats organisent la classe ouvrière à notre époque n'a un sens que du point de vue du capital. Ils organisent les travailleurs tout comme les kapos organisaient les prisonniers au sein des camps de concentration allemands. Du point de vue de l'individu ouvrier, ils peuvent, au mieux, constituer un intermédiaire au service du patron, tout comme la "psychologue" ou l'assistante sociale de l'usine. Du point de vue des travailleurs en tant que classe, ils ne sont que le premier détachement de l'armée du capital qu'ils doivent affronter à chaque occasion de lutte. C'est pourquoi depuis plus d'un-demi siècle, la classe tend, dans toute lutte, aussi "économique et revendicative" qu'elle paraisse, à se donner une forme d'organisation sporadique, momentanée, viable uniquement pour la durée des combats : les comités de grève en dehors des syndicats,

Ce qui découle de tous ces changements, ce n'est ni l'invalidité de la définition de Marx de ce qu'est la "classe-pour-soi" et de comment elle se forge, ni non plus "l'impossibilité des luttes économiques"

Ce qui change, c'est que la classe ouvrière ne peut plus exister comme classe-POUR-SOI de façon permanente au sein du capitalisme : c'est qu'elle ne peut plus s'affirmer comme classe que de façon ponctuelle, au cours de ses luttes ouvertes. Le chemin que doit prendre la classe pour parvenir à la conscience d'elle-même demeure cependant le même qu'au XIX^e siècle : c'est celui de SES LUTTES.

Le fait que ces luttes soient contraintes, dans la nouvelle situation du capital, de se transformer beaucoup plus vite en luttes révolutionnaires, parce que le capital ne peut plus accorder de véritables réformes économiques, ne leur ôte pas pour autant leur fondement de luttes économiques. Tant qu'existeront classe ouvrière et capital, les luttes économiques du prolétariat existeront aussi. Ce qui a changé à ce niveau, c'est que ces luttes économiques sont moins que jamais de pures luttes économiques, que leur nature révolutionnaire est obligée de surgir beaucoup plus rapidement qu'au siècle dernier et qu'elles sont par conséquent devenues beaucoup plus difficiles. C'est ce qui explique aussi bien leur tendance à prendre de plus en plus l'aspect d'explosions violentes et soudaines, que les longues périodes d'apathie et d'hésitation qui les suivent et les préparent.

Aujourd'hui, comme au temps de Marx, la classe révolutionnaire, la classe qui existe pour elle-même, n'est pas une classe distincte de la classe-en-soi, de la classe économique. Aujourd'hui comme hier, la classe historiquement révolutionnaire n'est autre que la classe salariée qui subit et affronte le capital sous nos yeux tous les jours.

la dissolution du travail salarié

Toujours dans le but d'expliquer com-

ment la classe ouvrière sera amenée à affronter le capital, le camarade Hembé écrit :

"Ce n'est pas le travail salarié qui s'affronte alors au capital, mais
 "LE TRAVAIL SALARIE EN TRAIN DE DEVENIR AUTRE CHOSE, DE SE DISSOUDRE.
 "L'affirmation du prolétariat n'est "que ce mouvement de négation".

Comment le travail salarié peut-il "se dissoudre" avant que le capital n'ait été détruit ? Comment le capital peut-il être détruit avant que le prolétariat n'ait pris le pouvoir politique, et donc le contrôle de tout l'appareil économique, au niveau mondial, ou du moins d'un certain nombre de pays développés ? En mettant de cette façon la charrue avant les boeufs, on aboutit soit à l'idée de la possibilité du socialisme en un seul pays (ou du moins du début du socialisme), soit à l'idée qu'il peut y avoir des transformations économiques COMMUNISTES effectives AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, avant même que l'Etat bourgeois n'ait été détruit. C'est-à-dire deux aberrations réactionnaires !

Les révolutions bourgeoises (Cromwell en Angleterre, 1789 en France) consistaient essentiellement en des bouleversements POLITIQUES. L'infrastructure économique de la nouvelle société préexistait à la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie. La révolution prolétarienne, du fait qu'elle est l'oeuvre d'une classe exploitée, connaît un processus inverse. La classe révolutionnaire prend le pouvoir politique, non pour consacrer la situation économique déjà existante, mais au contraire pour la détruire. La nouvelle infrastructure économique et sociale ne peut commencer à être bâtie qu'après la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie, une fois le pouvoir politique acquis par le prolétariat. C'est là une spécificité du prolétariat comme classe révolutionnaire.

Abolir le salariat, c'est abolir la vente et l'achat de la force de travail. Pour que ce soit possible, il faut que simultanément rien dans la société ne soit vendu ni acheté, car abolir le salariat, c'est ELIMINER LA MARCHANDISE EN GENERAL. Concrètement, cela veut dire que la production de toute la société doit être mise en commun et que chacun doit pouvoir y puiser selon ses besoins.

L'abolition du salariat, le COMMUNISME, a été rendu possible et nécessaire par le développement extraordinaire que les forces productives ont atteint sous le capitalisme. Mais, étant donné que la production capitaliste se fait à l'échelle mondiale, qu'on trouve aujourd'hui, dans chaque marchandise des biens venant des quatre coins du monde, l'abolition du salariat ne pourra devenir effective que lorsque l'échange marchand aura été éliminé sur toute la surface de la planète. Tant qu'il y aura des parties du monde auxquelles il faudra acheter et vendre les produits du travail, l'abolition du salariat ne pourra être réalisée nulle part intégralement.

Dans les premiers pays où le prolétariat sera parvenu à détruire l'appareil d'Etat capitaliste et à instaurer sa dictature en s'emparant du contrôle de tout l'appareil industriel de production, le premier but sera donc de créer un SECTEUR COLLECTIVISE le plus large possible. Ce secteur comprendra logiquement, en premier lieu, tous les centres industriels de production, domaine du prolétariat révolutionnaire. Au sein de ce secteur, la collectivisation se traduira par la généralisation de la gratuité de tous les biens. A la collectivisation objective de la production matérielle que le capitalisme a déjà réalisée dans les faits, on fera correspondre la collectivisation de la distribution --gratuité.

Le but principal de l'action du prolétariat sera d'élargir au maximum et le plus vite possible son secteur, aux dépens du secteur qui reste non collectivisé : certains paysans, et les pays qui sont encore sous la domination totale du capital. De sa capacité à réaliser cette tâche dépend le succès ou l'échec de son oeuvre révolutionnaire. Et une fois le processus engagé, la moindre stagnation signifiera le retour à l'exploitation capitaliste en passant par un massacre contre-révolutionnaire.

Le processus de dissolution du travail salarié se confondra donc avec celui de l'élargissement de ce secteur : intégration de toute la population à la production collectivisée.

Le commencement du processus de "dissolution du travail salarié" sera donc marqué par la création de ce premier secteur collectivisé. Tant que celui-ci n'existe pas parler de dissolution du travail salarié, c'est se payer de mots ! Tant qu'il n'a pas été créé, le capital et le salariat dominent la société dans toute leur hideur.

Or la création du noyau de ce secteur même dans la meilleure des hypothèses, (la révolution commençant aux USA par exemple), ne peut être rendue possible que par la prise du pouvoir politique du prolétariat AU MOINS dans un grand pays industriel, sinon dans plusieurs. Autrement, il n'aura aucune réalité matérielle. Un secteur collectivisé contraint d'acheter et de vendre l'essentiel de ce qu'il consomme et de ce qu'il produit n'a aucune chance de collectiviser quoi que ce soit. Le marché noir et autres phénomènes du même genre se chargeraient immédiatement de le réduire à un vain mot inscrit sur les déclarations enflammées des premiers soviets. Et quant au salariat, il n'y serait pas plus dissout que la loi de l'échange.

Quand on a essayé de saisir concrètement, au moins dans ses grandes lignes, ce que sera le processus de "dissolution du travail salarié", on ne peut pas ne pas prendre pour une jonglerie de mots des idées telles que : avant d'affronter l'Etat capitaliste, la classe ouvrière devra commencer à se "dissoudre comme travail salarié" !

la dictature du prolétariat

La plupart des tendances à définir deux classes distinctes au sein du processus révolutionnaire, l'une qui vivrait sous le capitalisme ("la classe-en-soi", la "catégorie économique", "la classe pour le capital" ou tout simplement "la classe ouvrière") et une autre, "NEGATION" de la première, qui serait chargée de faire la révolution ("la classe-pour-soi", "la classe universelle", la classe révolutionnaire" ou le "prolétariat") partent d'une même incompréhension théorique.

Lorsqu'on a compris
-- que la tâche principale du prolétariat, au cours de sa dictature révolutionnaire, con-

siste dans l'abolition du salariat ;

-- que des mesures effectives en vue de cette abolition peuvent et doivent être prises dès le début de la dictature du prolétariat, (idée qui surgit en opposition à la conception qui régnait au sein du mouvement ouvrier social-démocrate du début du siècle, et selon laquelle il devrait y avoir une longue période de transition caractérisée par l'égalité des salaires)

on se trouve alors confronté au problème suivant : si l'exploitation commence à être détruite dès le début de la dictature révolutionnaire, que devient alors la classe ouvrière ? Comment peut-elle se distinguer du reste de la société, puisqu'elle est en train de perdre sa spécificité principale, c'est-à-dire le fait d'être classe exploitée par le salariat, puisqu'elle tend à se dissoudre au sein d'une masse de producteurs égaux ? Au sein de la société capitaliste, la motivation fondamentale de l'action du prolétariat était sa lutte contre l'exploitation ; mais que reste-t-il de cette motivation lorsque le prolétariat commence à cesser d'être exploité ? Dans quelle mesure le terme de "dictature du prolétariat" continue-t-il de se justifier ?

La tentation est grande de résoudre le problème en affirmant tout simplement qu'il y a en fait, soit deux classes distinctes, l'une exploitée, l'autre révolutionnaire ; soit une classe au sein du capitalisme, et, au cours du processus révolutionnaire une "classe universelle", c'est-à-dire pas de classe en quelque sorte ; soit encore qu'il y a bien une seule classe mais qui est tellement différente dans un cas et dans l'autre qu'elle n'est pour ainsi dire plus la même.

La tentation est d'autant plus grande que l'on parvient à s'auto-convaincre que, ce faisant, on "innove", de façon décisive, sur le "vieux mouvement ouvrier" et que tous ceux qui ne raisonnent pas ainsi sont inévitablement condamnés à évoluer vers des conceptions social-démocrates.

En plaçant au centre de l'analyse du processus révolutionnaire le problème de la "NEGATION de la classe-pour-le-capital par la classe-pour-soi", l'article de

s'inscrit dans une vision analogue.

Mais en quoi dire que la classe qui agit de façon révolutionnaire est très différente de celle qui vit sous la domination du capital, nous permet de résoudre les problèmes que pose le processus révolutionnaire après la prise du pouvoir ?

Personne ne doute que, du point de vue de sa volonté consciente ainsi que du point de vue de sa composition organique, le prolétariat subit des transformations importantes au cours de son combat révolutionnaire. Il est EVIDENT que le prolétariat en train de chercher à élargir par tous les moyens sa dictature sur le reste de la société, qui tente d'étendre le secteur collectivisé qu'il a créé, possède une volonté consciente qui n'est pas identique à celle du prolétariat lorsqu'il se bat dans une grève parcelaire en période de pleine expansion du capitalisme. Il est aussi vrai qu'un prolétariat qui parvient à élargir chaque jour le secteur qu'il a collectivisé est un prolétariat qui transforme chaque jour de nouveaux travailleurs en "prolétaires" et donc, s'agrandit régulièrement. Il n'est pas moins vrai enfin que le prolétariat en train de travailler dans un secteur collectivisé agit différemment du prolétariat au sein de la société capitaliste.

Tout cela est juste, et peut être résumé par une constatation : la vie du prolétariat n'est pas la même lorsqu'il subit passivement la dictature du capital et lorsqu'il exerce sa dictature pour s'affranchir définitivement.

On aurait pu s'en douter...

Mais, une fois cette constatation faite, le problème reste le même, la question en suspens : QU'EST-CE-QUI POUSSE LE PROLETARIAT, AU COURS DE CETTE PERIODE, A CONTINUER SON COMBAT REVOLUTIONNAIRE ? ET POURQUOI LE PROLETARIAT SEUL CONTINUE D'ETRE LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE ?

En fait, pour véritablement tenter de répondre à ces problèmes, il fallait commencer par répondre à deux autres questions :

1) Pourquoi la classe ouvrière est-elle la seule classe révolutionnaire face au capital ?

2) Comment la classe ouvrière continue-t-elle d'être exploitée après la prise du pouvoir ?

POURQUOI LE PROLETARIAT EST REVOLUTIONNAIRE ?

Le prolétariat trouve les déterminations de sa nature révolutionnaire dès sa naissance,

1° : dans les rapports matériels qui le lient aux moyens de production, objets et moyens de travail.

2° : dans les rapports sociaux qui le lient au capital, considéré non pas en tant que moyens matériels de production, mais en tant que rapport social.

Il nous faudra donc distinguer d'une part le système de production capitaliste en tant que façon matérielle de produire, d'associer le travail vivant au travail mort ; d'autre part, le système capitaliste en tant qu'ensemble de rapports sociaux liant entre eux les différentes classes économiques de la société.

Considérons la classe ouvrière dans le capitalisme DU POINT DE VUE DE LA FACON MATERIELLE DE PRODUIRE. Sa spécificité par rapport aux autres classes de la société réside dans le fait qu'elle constitue la force vivante du travail associé. Contrairement au petit paysan, à l'artisan, au petit commerçant, aux membres des professions libérales, etc., l'ouvrier industriel travaille, produit de FACON COLLECTIVE. Il ne réalise qu'une part de plus en plus infime du produit global au sein d'une division du travail toujours croissante. Son rapport avec les moyens de production est un rapport avec des moyens de plus en plus gigantesques. Il est un rapport objectivement collectif.

C'est face aux crises économiques de la société que les classes révèlent leur véritable nature historique. Or, de par sa situation de producteur collectif, le prolétariat ne peut pas envisager, face à une crise économique, de solution individuelle fondée sur la propriété privée. Le paysan ou l'artisan, travailleurs "indépendants", qu'ils soient ou non propriétaires de leurs moyens de production, ne peuvent devant une

crise qu'éprouver la plus parfaite méfiance vis-à-vis de toute collectivisation des moyens de production. Ils tendent inévitablement à réagir en préconisant le partage des terres ou la protection de la propriété privée.

Pour l'ouvrier industriel, même illettré, le partage de l'usine en parcelles individuelles est, par contre, un pur non-sens. Situé au coeur même de la production de l'essentiel des richesses de la société, travaillant de façon ASSOCIEE, n'ayant de rapports avec les moyens de production que de façon COLLECTIVE, le prolétariat industriel est la seule classe de la société à pouvoir comprendre, désirer, et réaliser la collectivisation effective et mondiale de la production.

C'est là la première détermination fondamentale qui en fait la seule classe révolutionnaire de notre époque.

Si on considère maintenant le prolétariat au sein du capitalisme envisagé comme ENSEMBLE DE RAPPORTS SOCIAUX, il constitue la seule classe réellement antagonique au capital et à la bourgeoisie. La plus-value, source unique de l'accumulation du capital, travail volé à la classe ouvrière par le capitaliste, est au coeur même des rapports qui lient les deux classes fondamentales de la société. Marx disait que ses deux seules découvertes originales étaient la théorie de la plus-value et le fait que le prolétariat était la classe révolutionnaire de la société capitaliste. Ces deux idées constituent en fait les deux clefs de voûte de la compréhension de la vie sociale sous le capitalisme : l'essence de la vie sociale capitaliste se résume dans la lutte pour la plus-value entre ceux qui la créent et ceux qui la consomment et l'utilisent. Le moteur de l'action du prolétariat est ce combat contre l'extraction de la plus-value, contre le salariat. Tant que le capital domine la société, il y a salariat. Tant que le capital existe, toute l'action du prolétariat est déterminée par l'antagonisme fondamental qui le lie à celui-ci.

Antagoniste direct du capital, poussé en permanence à l'action contre le capital du fait de son exploitation, la position sociale du prolétariat constitue donc

l'autre détermination fondamentale de sa nature révolutionnaire.

Toutes les classes exploitées de l'histoire ont lutté contre leur exploitation. Au sein même du capitalisme, il existe d'autres classes exploitées, qui, à un moment ou à un autre, d'une façon ou d'une autre, sont amenées à s'affronter au capital. Mais du fait que le système capitaliste ne peut être dépassé que par un système fondé sur une collectivisation supérieure du processus de production, la classe ouvrière, travailleur collectif, est la seule qui soit historiquement révolutionnaire.

Classe exploitée et force vivante du travail collectif, ces deux déterminations existent en permanence au sein du prolétariat. De la naissance jusqu'à la dissolution définitive de la classe, ces deux déterminations rendent compte du contenu révolutionnaire des luttes prolétariennes. Le combat contre l'exploitation est le moteur de toutes ses actions; le caractère de travailleur collectif en détermine les formes. Tenter de comprendre n'importe quelle lutte prolétarienne sans recourir à ces deux déterminations, c'est se condamner à inventer des forces sans formes, ou des formes dans force.

Ainsi, de même qu'on ne peut comprendre la forme la plus simple de lutte contre l'exploitation, la grève, sans se référer au caractère de travailleur collectif de la classe, de même, on ne peut saisir la forme qui pousse le prolétariat à collectiviser la production de toute la planète sans comprendre qu'elle est une lutte contre l'exploitation.

Car, tant que le prolétariat existe, c'est-à-dire tant que les classes subsisteront, le prolétariat sera une classe exploitée.

COMMENT LA CLASSE OUVRIERE EST-ELLE CLASSE EXPLOITEE AU COURS DE SA DICTATURE REVOLUTIONNAIRE ?

On est souvent étonné en apprenant qu'il y a eu des grèves ouvrières dans la Russie soviétique des premières années (dès 1917). C'était pourtant une période d'euphorie révolutionnaire, une période au cours

de laquelle les soviets ouvriers étaient encore pleins de vie révolutionnaire, les travailleurs collectivisaient tout ce qu'ils pouvaient, le pouvoir ouvrier se dressait sur les ruines encore fumantes de l'ancienne société.

Certains expliqueront ces grèves par l'opposition entre le mouvement révolutionnaire des travailleurs et la nature "anti-ouvrière" du parti bolchevik. D'autres parleront plutôt de l'influence néfaste de partis bourgeois comme les mencheviks qui poussaient les travailleurs à faire des grèves pour affaiblir la situation du parti bolchevik prolétarien.

La réalité est qu'il ne suffisait pas que le prolétariat russe ait pris le pouvoir politique en Octobre 1917 pour qu'il cessât d'être exploité par le capital mondial.

Le prolétariat peut s'emparer du pouvoir dans un pays, il peut collectiviser tout l'appareil productif et éliminer tout échange au sein du secteur collectivisé en rendant gratuits tous les biens et services, sa survie économique n'en sera pas moins dépendante du reste des pays, ainsi que des secteurs non collectivisés dans son propre pays. (voir les paysans en Russie, contre le prolétariat). Au sein de ce pays, le prolétariat pourra s'aménager de meilleures conditions de travail (réduction du temps de travail, transformation de la vie dans les usines, etc.), mais il ne pourra le faire qu'à l'intérieur des limites que lui imposent inévitablement les nécessités de l'échange avec le reste du monde. Que les pays capitalistes décident de bloquer toutes les exportations vers le pays en insurrection, ou tout simplement, d'augmenter leur prix de vente, et les travailleurs qui, pourtant, détiennent le monopole de tout l'armement au sein de leur territoire, qui, pourtant, sont en plein exercice de leur dictature révolutionnaire, se verront contraints pour survivre de s'imposer les pires rationnements ou d'augmenter leur temps de travail. Seule l'extension géographique de la révolution permet d'atténuer cette dépendance.

L'exploitation capitaliste est mondiale, et tant que le capital n'est pas détruit à l'échelle de la planète, tant que l'échange marchand subsiste quelque part dans le monde, le prolétariat ne pourra cesser d'être une classe exploitée dans aucune

zone.

La fin de l'exploitation capitaliste n'advient qu'avec l'intégration de tous les travailleurs du monde dans le prolétariat révolutionnaire, c'est-à-dire avec la dissolution du prolétariat dans l'humanité.

La force qui pousse le prolétariat à continuer son combat révolutionnaire au lendemain de la prise du pouvoir n'est donc pas différente de celle qui l'a amené à la prise du pouvoir : la lutte contre son exploitation.

oo0oo

Au lieu de patauger prétentieusement dans le monde simpliste des abstractions, les philosophes de la "négation" feraient bien de s'élever au niveau concret des processus REELS. Ils comprendraient alors facilement la vacuité de leurs raisonnements.

l'intervention des révolutionnaires

Lorsqu'on a comme idée que "les luttes révolutionnaires" sont la "négation" des luttes revendicatives, lorsqu'on ne peut envisager la "classe révolutionnaire" que comme une "négation" de la "classe salariée", que peut-on dire aux travailleurs qui s'engagent actuellement dans des luttes salariales ? Hembé répond :

"Les communistes sont présents dans "la mesure du possible, dans les "luttes, aussi petites soient-elles, et ils y déploient autant "d'énergie et d'imagination que les "autres travailleurs combattifs, ne "serait-ce que parce qu'ils subissent la même exploitation et ressentent la même révolte contre la "vie actuelle. Mais ce qui les distingue, c'est qu'ils proclament "ouvertement, à contre-courant lorsque les autres prolétaires refusent encore de le reconnaître, que "l'approfondissement de la crise et

"les revers actuels sont la condition de la révolution, en ce qu'ils permettent l'expérience pratique de l'impossibilité, à notre époque, pour le prolétariat de se défendre comme simple travail salarié, à l'intérieur de la société capitaliste". (R.I. n°8, page 9)

Parlant de l'intervention des communistes dans les luttes, Marx écrit dans le Manifeste : les communistes "ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier".

Convaincu que tout le problème de la marche du mouvement ouvrier se résume à la compréhension de la nécessité de la "négation" des luttes revendicatives, Hembé ne peut rien comprendre à ce qu'on peut bien faire dans l'une de ces luttes. Ainsi, nous propose-t-il d'y participer, d'y déployer "autant" d'énergie et d'imagination que les plus combatifs des travailleurs, tout en criant : "Tout ça ne sert à rien !" ou, tout au plus : "J'espère que ceci vous servira de leçon et que vous comprendrez enfin qu'on ne peut pas se défendre comme simple travail salarié !". "Il n'y a pas d'issue dans le système !".

C'est vrai que les luttes revendicatives ne peuvent pas aboutir à de véritables conquêtes matérielles au sein du capitalisme décadent. C'est vrai, de même, que c'est une des principales idées que les révolutionnaires doivent dire au sein des luttes. Mais, participer de toute son "énergie" dans une lutte pour répéter en permanence (avec de l'"imagination" suppose-t-on) qu'elle ne sert à rien, qu'à nous convaincre de son inutilité, c'est se condamner à passer pour un imbécile, et à juste titre ! Si nous n'avons rien d'autre à dire, autant rester chez soi !

Hembé veut critiquer l'attitude des trotskystes et leur tactique du "programme de transition" --mettre en avant, dans les luttes, des revendications : elles sont irréalisables dans le capitalisme, les révolutionnaires le savent, mais les ouvriers sont supposés l'ignorer totalement ; une fois que la classe les fait siennes, on est sûr d'arriver à un affrontement révolutionnaire puisqu'elles ne peuvent être réalisées pour la plupart, qu'après la prise du pou-

voir par les travailleurs ; c'est le mécanisme simple de la carotte qu'on tient en face de l'âne pour le faire avancer--. Mais la critique concrète aboutit à une attitude aussi absurde que celle des trotskystes.

Hembé nous dit à plusieurs reprises dans l'article que "les luttes immédiates sont nécessaires". Pourquoi ? Parce qu'il faut que la classe "fasse et refasse l'expérience pratique de l'impossibilité du réformisme". Et de nous rappeler à sa façon la fameuse idée de Marx : "Les hommes ne bouleversent leurs rapports sociaux que lorsqu'ils ont épuisé toutes les possibilités de les rafistoler". (page 3, R.I. n°8)

Si telle était la seule utilité des luttes immédiates, les révolutionnaires n'auraient pas plus à y participer qu'aux guerres impérialistes.

Mais ces combats parcellaires ont une autre fonction pour le prolétariat. C'est à travers eux que les ouvriers prennent conscience de leur appartenance à une classe, c'est à travers eux que se forge l'unité de la classe.

Une classe qui ne résiste pas à l'exploitation de façon permanente ne sera jamais capable de se lancer dans un combat révolutionnaire.

Le désir conscient ne se développe qu'avec la possibilité de sa réalisation. Si l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, les travailleurs ne commencent à se poser le problème du projet révolutionnaire qu'au fur et à mesure que les forces nécessaires à sa réalisation commencent à apparaître clairement devant ses yeux. Or, la classe ouvrière ne possède que deux armes pour sa tâche révolutionnaire : sa conscience et son unité. Deux armes qu'elle ne découvre qu'au cours de ses luttes.

Les idées révolutionnaires ont une résonance complètement différente lorsqu'elles sont énoncées dans un isolement électoral ou lorsqu'elles sont discutées par un groupe de grévistes. Entre ces deux situations, il y a le gouffre qui sépare l'individu ouvrier, isolé, impuissant, du travailleur qui découvre dans une grève la

force qui bout dans les entrailles de sa classe.

Les communistes qui se donnent les moyens de "comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier", savent que ces luttes peuvent à tout moment se transformer en véritables combats révolutionnaires.

Ils ne disent pas abandonnez vos luttes car elles ne servent à rien. Mais ils proclament au contraire : renforcez vos luttes, étendez-les, prenez les moyens les plus radicaux et les plus politiques, car là où vous ne voyez que des luttes économiques se forgent en fait les armes de votre seule victoire matérielle désormais possible : LA REVOLUTION SOCIALISTE.

R. Victor

"Nous ne nous présentons pas au monde
"en doctrinaires armés d'un nouveau
"principe : Voici la vérité, mets-toi
"à genoux... Nous ne lui disons pas :
"Abandonne tes luttes car ce sont des
"sottises ; nous ne faisons que lui
" montrer la vraie raison de son combat.
"La conscience est quelque chose qu'il
"doit faire sienne, qu'il le veuille
"ou non ! "

MARX

REUNIONS OUVERTES

CLERMONT-FERRAND

La première réunion ouverte, s'inscrivant dans un cycle régulier de contacts avec des éléments se rapprochant de notre organisation, s'est tenue à Clermont-Ferrand début Mai ; elle a eu pour thème les élections et, plus généralement, la "question parlementaire".

Dans son exposé introductif, le camarade a fait ressortir que durant la période précédente de plein essor des forces productives, les révolutionnaires étaient intervenus résolument sur le terrain électoral, malgré les détracteurs anarchistes. Cette attitude était déterminée par la nécessité et la possibilité historiques du réformisme constituant le ciment indispensable à l'action de la classe ouvrière. Le parlementarisme, s'il n'émancipe pas la classe, est un puissant moyen pour éveiller sa conscience et son organisation.

Les différentes formes avec lesquelles la classe ouvrière est intervenue pour résister à la dépréciation de sa force de travail se comprennent par l'impossibilité de la révolution prolétarienne avant l'entrée définitive du capitalisme dans sa période décadente. De haute lutte, en rougissant le pavé de son sang, elle a partout développé sa lutte pour arracher des conditions de travail moins tyranniques, même si pour cela elle devait passer par "l'écurie du parlementarisme bourgeois et républicain". Comme l'indiquent les résolutions prises par le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, le Parlement a travaillé dans le sens du progrès.

L'heure de la révolution n'étant pas encore venue, le marxisme eut à mener la lutte sur deux fronts et contre l'arrivisme ministériel et contre l'anarchisme puritain qui se refusait à tous moyens réels de combat. Aux considérations purement électorales des sociaux-démocrates, allant jusqu'à la conquête des municipalités, il fit la réponse : malgré sa constitution démocratique, l'Etat

est l'enveloppe traduisant des rapports d'exploitation que le simple bulletin de vote ne renversera jamais. A l'influence grandissante des seconds, il répondit que le moment d'une crise viendrait où l'édifice bourgeois, jusques et y compris le plus minuscule rouage de l'appareil d'Etat, serait détruit par le prolétariat en armes. Dire que le marxisme a orienté sa tactique exclusivement sur le parlement, c'est falsifier de façon éhontée son enseignement tout entier tendu vers la destruction de l'Etat et des classes.

Les marxistes ne condamnent donc pas l'utilisation du suffrage universel d'un point de vue moral, mais en fonction du changement de période ouverte avec la première guerre mondiale qui ravage l'humanité. A ce moment, il faut rompre tout contact avec le parlementarisme. Le prolétariat des années 20 a poursuivi le chemin ouvert par la Commune de Paris arrivée à la reconnaissance de l'impossibilité pour le prolétariat au pouvoir d'utiliser la vieille machine de l'Etat. Sa tâche consiste à briser la machine gouvernementale, bureaucratique et militaire, pour la remplacer par l'organisation du prolétariat en classe dominante.

Notre camarade devait réaffirmer que cette méthode d'analyse délimitait rigoureusement notre courant de l'anti-parlementarisme, tout imprégné d'éthique, des anarchistes se gargarisant du slogan "Le pouvoir est maudit". En effet, l'attitude des communistes à l'égard de la question parlementaire, attitude guidée par une vision féconde découle de l'estimation de la situation objective donnant naissance à telle ou telle perspective. Par contre, celle des anarchistes s'appuie sur un dogme moral : "voter, c'est abdiquer". Les anarchistes ne combattent pas l'Etat par-

ce qu'il est l'expression d'une société déchirée en classes antagonistes; ils le refusaient, y voyant l'incarnation matérielle la plus parfaite du fameux principe d'autorité qui nie l'autonomie locale et la liberté individuelle du producteur propriétaire de ses moyens de subsistance. L'abstentionnisme de cette tendance découle de son refus de la nécessité du parti politique comme instrument fondamental de la lutte du prolétariat révolutionnaire. Cet abstentionnisme par essence petit-bourgeois, n'a aucun rapport avec les arguments que nous utilisons pour rejeter le parlementarisme.

Des récentes déclarations, faites par D. Guérin et Cohn-Bendit, l'un réprouvant l'abstentionnisme révolutionnaire, l'autre appelant aux urnes pour la candidature Mitterrand, ressort une totale absence de principes. Se confirme donc la sentence prononcée par la victoire théorique du marxisme dès 1866, et corroborée par le premier conflit impérialiste : l'anarchisme est un courant de petits-bourgeois qu'effraye le prolétariat révolutionnaire.

Le bordiguisme qui, avec sa gymnastique périlleuse de "révolution double" trouve, lui, utile d'user de la tribune parlementaire dans les aires attardées comme si depuis la rencontre historique entre l'impérialisme anglais et l'impérialisme français sur les sables brûlants de Fachoda, le marché n'était pas mondial, passe de l'autre côté de la barricade.

Ce sont donc les gauches des années 1920-1923 qui, par leur rejet de toute possibilité de "parlementarisme révolutionnaire" impasse dans laquelle s'étaient fourvoyés les bolcheviks, défendent la position de classe la plus correcte. Seule cette minorité comprend que le parlement a cessé d'offrir toute possibilité de réforme constructive et lui oppose le système des Soviets, comme organe du pouvoir de la classe. De centre de gravité de la vie politique, le parlement est devenu une simple chambre d'enregistrement des actes de brigandage de l'impérialisme. Il ne peut qu'être un instrument coercitif pour maintenir la domination capitaliste. C'est pourquoi les camarades du K.A.P.D. appellent à boycotter les élections et se séparent à la fin de 18 du "Spartakus Bund" favorable à une action de sape de la machine d'Etat de l'intérieur. (1)

A l'issue de l'exposé, un débat avec certains éléments qui se dégagent peu à peu de l'idéologie trotskyste s'est engagé. Il a surtout fait ressortir la fonction contre-révolutionnaire de la gauche au cours de ces cinquante dernières années. Le trotskysme a été identifié comme un courant bourgeois d'autant plus dangereux qu'il se drape d'une phraséologie ouvrière. Pourvoyeurs de chair à canon au travers de leur tactique de "mise au pied du mur", de "soutien critique" à telle ou telle fraction de la bourgeoisie, à tel ou tel Etat, ils ont été vigoureusement dénoncés. Par des faits indiscutables, nous avons démontré que ce mouvement était un artisan du massacre des ouvriers : 39/45 et toutes les luttes de "libération nationale" depuis bientôt trente ans. Et c'est un militant du "Front Communiste Révolutionnaire" qui devait nous dire, pour sa propre confusion, que la IVème Internationale avait appelé à la boucherie de 39/45 avant même les staliniens, ceux-ci ne sachant pas encore dans quel camp allait se ranger la Russie impérialiste.

Lorsque les armées de l'Axe envahirent Paris, la "Ligue" se scinda sur la question de savoir qui soutenir, des "Alliés" ou de Vichy, exactement comme aujourd'hui où on choisit, parmi deux fractions bourgeoises candidates aux présidentielles, laquelle sera la plus "progressiste". Avec les trotskystes, les voies de l'internationalisme sont impénétrables.

La deuxième partie de la discussion faisait ressortir que dans la situation de crise mondiale qu'affronte d'Est en Ouest le capitalisme, les candidatures d'extrême gauche de "Lutte Ouvrière" et du "Front Communiste Révolutionnaire" avaient pour fonction de souder la classe ouvrière à la fraction de gauche de la bourgeoisie française.

Alors même qu'avec des illusions sur les possibilités parlementaires, les bolcheviks n'ont pas connu de répit pour dénoncer la bourgeoisie et son Etat, les épigones s'érigent, quant à eux, en vulgaires gardiens de l'ordre capitaliste.

Ce qui pouvait parfaitement se discuter à l'intérieur du mouvement révolutionnaire il y a cinquante ans, constitue désor-

mais une ligne de démarcation définitive entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Les trotskystes et, en général

tous ceux qui sont chatouillés par le prurit électoral, sont la cinquième roue du char de l'Etat, le dévoyeur du mouvement révolutionnaire, et rien d'autre.

(1) En stade impérialiste, la propagande pour affirmer des positions révolutionnaires à la tribune parlementaire n'est plus possible : aussi, aucun député communiste n'a-t-il pu répéter le geste de Karl Liebknecht agissant au Reichstag. Au contraire, la politique parlementaire des socialistes et des communistes aboutit à soutenir le capitalisme d'Etat, à renforcer l'impérialisme.

Peu importe ce que tel ou tel prolétaire ou même ce que le prolétariat tout entier s' imagine être son but, momentanément. Ce qui importe, c'est ce qu'il est réellement et ce qu'il sera historiquement contraint de faire conformément à son être. Son but et son action historique lui sont tracés visiblement et irrévocablement, dans les circonstances mêmes de sa vie comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle.

MARX

SALUT A WORLD REVOLUTION !

Nous signalons à nos lecteurs la parution du numéro un de la revue "World Revolution", publiée à Londres par le groupe du même nom. Au sommaire de ce premier numéro, on trouve la plate-forme du groupe et des articles sur :

- La Crise en Grande-Bretagne,
- La Guerre israélo-arabe et les socio-barbares de la "gauche",
- L'Impérialisme russe et le Proche-Orient.

Les positions de "World Revolution" l'inscrivent dans le même courant international auquel appartiennent déjà "Internationalism", aux Etats-Unis, et "Révolution Internationale". Dans sa plate-forme, "World Revolution" revendique un "lien direct et vivant" avec les revues "Bilan" et "Internationalisme" en Europe et "Internacionalismo" au Venezuela, dont nous signalons en passant la réapparition après plusieurs années d'interruption.

En Grande-Bretagne, "World Revolution" poursuit un travail de discussion avec plusieurs groupes révolutionnaires, et notamment avec "Workers' Voice", de Liverpool.

Cinquante années de contre-révolution ont eu raison physiquement des tendances révolutionnaires issues de la vague révolutionnaire du premier après-guerre. Alors que, poussée par une crise de plus en plus violente, la classe ouvrière frappe de nouveau les trois coups sur la scène de l'histoire, l'apparition d'une avant-garde communiste internationale est un processus long et difficile.

L'apparition de "World Revolution", qui publie donc en anglais, langue qui tend de plus en plus à être la langue universelle, est donc un pas extrêmement important dans ce processus.

Nous la saluons comme tel !

(En France, "World Revolution" est en vente à la librairie La Joie de lire, 40, rue Saint-Séverin, Paris Ve.)

REVOLUTION INTERNATIONALE

MARXISTES, les positions que nous défendons tentent de synthétiser l'expérience pratique et théorique du prolétariat. Le fondement objectif de ces positions réside dans le caractère de la période qui s'ouvre avec la première guerre mondiale : **LA CRISE HISTORIQUE DU CAPITALISME, LA DECADENCE**.

Le prolétariat ne peut plus s'aménager une place au sein du système. Il est contraint de s'affirmer comme classe révolutionnaire, destructrice du capital. C'est la nature même de ce mouvement qui détermine les positions de classe que nous défendons et qui les relie en un tout cohérent.

LA REVOLUTION COMMUNISTE

L'"autogestion", le "contrôle ouvrier", les nationalisations sont des mystifications qui ne vont pas dans le sens de la destruction du rapport capitaliste. Le communisme, c'est la **DESTRUCTION DU SALARIAT ET DE LA PRODUCTION MARCHANDE** (compétition, nations, entreprises) **A L'ECHELLE MONDIALE**.

Ce bouleversement ne pourra être réalisé sans la destruction mondiale de l'Etat bourgeois et la **DICTATURE DU PROLETARIAT**. Cette dictature sera l'oeuvre de la classe elle-même, qui, pour se nier devra s'affirmer en tant que classe unifiée et consciente, organisée de façon indépendante (conseils ouvriers).

Dans ce mouvement, la fonction spécifique du **PARTI MONDIAL** qui se constituera en période révolutionnaire n'est ni de "représenter" la classe, ni de s'y substituer. Le parti est une fraction du mouvement qui agit en son sein, afin que le mouvement se hisse par la praxis à la hauteur de ses tâches communistes.

LES POSITIONS DU PROLETARIAT

Les pays dits socialistes sont des pays capitalistes à forme étatisée.

Les syndicats sont devenus des organes d'embrigadement de la classe ouvrière et devront être détruits par la lutte de classe.

Toutes les tactiques de "front unique", "front antifasciste" etc, consistant à établir des alliances momentanées entre les travailleurs et des fractions de la bourgeoisie n'ont pu et ne peuvent bénéficier qu'à la classe dominante.

Les prétendues "lutttes de libération nationale" n'ont rien de prolétarien et sont devenues uniquement des moments de la guerre entre puissances impérialistes où les prolétaires n'interviennent que comme chair à canon.

Les partis sociaux-démocrates, les P.C, les groupes "gauchistes" ne sont que des fractions de gauche du capital et le prolétariat devra les considérer comme tels.

NOTRE FILIATION

Nous nous réclamons, de façon critique, de la réémergence révolutionnaire des années 1917-1920 qui trouve son expression partielle dans le premier congrès de l'Internationale communiste (1919), ainsi que des réactions prolétariennes à la contre-révolution qui ont surgi ultérieurement (gauches d'Allemagne-KAPD, d'Italie, de Hollande, de Bulgarie, "Groupe ouvrier" russe etc.).

Cependant si nous reconnaissons l'importance des gauches communistes européennes, nous pensons qu'il faut dépasser leur apport indispensable, mais limité.

NOTRE ACTIVITE

Face à la **CRISE** qui s'approfondit depuis la fin de la période de "reconstruction" (1967/1968), nous nous fixons pour tâches :

1) de reprendre l'inévitable approfondissement théorique qu'exige la résurgence mondiale de la lutte de classe, après cinquante années de contre-révolution.

2) d'intervenir de façon organisée dans cette reprise de la lutte de classe et dans le processus de cristallisation d'une fraction communiste internationale.